

# Irak

## Mise à jour

Michael Kirschner

Weyermannsstrasse 10  
Postfach 8154  
CH-3001 Bern

Für Paketpost:  
Weyermannsstrasse 10  
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75  
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch  
www.osar.ch

PC-Konto  
30-16741-4  
Spencenkonto  
PC 30-1085-7

Berne, le 22 mai 2007

## Impressum

**EDITEUR**

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR  
Case postale 8154, 3001 Berne  
Tél. : 031 / 370 75 75  
Fax : 031 / 370 75 00  
E-mail : INFO@ osar.ch  
Internet : www.osar.ch  
Compte CCP : 30-1085-7

**AUTEUR**

Michael Kirschner, analyse-pays de l'OSAR

**VERSIONS**

allemand, français

**VERSION FRANCAISE**

Golnaz Houchidar, Renens

**PRIX**

Frs 30.--, 2,4 pourcent TVA incluse, frais de port en sus.

**COPYRIGHT**

© 2007  Organisation suisse d'aide aux réfugiés, Berne.  
Copies et impression autorisées sous mention de la source.

## Sommaire

<b>1</b>	<b>Préambule</b> .....	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>Situation politique</b> .....	<b>2</b>
	2.1 Le Kurdistan irakien .....	3
<b>3</b>	<b>Situation de sécurité</b> .....	<b>5</b>
	3.1 Centre et sud de l'Irak.....	5
	3.2 Le Kurdistan irakien .....	8
	3.3 Les forces nationales de sécurité .....	9
	3.4 Les extrémistes, les terroristes et les milices .....	13
<b>4</b>	<b>Système judiciaire</b> .....	<b>13</b>
	4.1 Le Kurdistan irakien .....	15
<b>5</b>	<b>Situation des droits humains</b> .....	<b>17</b>
	5.1 Le Kurdistan irakien .....	26
<b>6</b>	<b>Situation socioéconomique</b> .....	<b>28</b>
	6.1 Le Kurdistan irakien .....	31
<b>7</b>	<b>Documents d'identité</b> .....	<b>33</b>
<b>8</b>	<b>Retours</b> .....	<b>33</b>

# 1 Préambule

Depuis 1980, l'Irak ou certaines régions de l'Irak sont en guerre.<sup>1</sup> De 1990 à 2003, la population a souffert des sanctions de l'ONU, parmi les plus dures jamais prononcées. Dès 1991, l'Irak a pu échanger du pétrole contre de la nourriture et des médicaments. Mais le *Oil-for-Food-Programme* des Nations Unies est finalement devenu un des plus gros scandales de corruption de l'histoire récente. Partout dans le monde, des centaines d'entreprises se sont enrichies avec le « programme humanitaire de l'ONU ». Pour obtenir de juteux contrats, même des entreprises suisses ont versé des pots-de-vin de près de deux milliards de dollars à Saddam Hussein.<sup>2</sup>

En avril 2007, le CICR a confirmé une fois encore que depuis 2003 la population civile est quotidiennement victime de fusillades, d'attentats à la bombe, d'enlèvement, de massacres et d'interventions militaires.<sup>3</sup> Plus de deux millions de réfugiés irakiens vivent aujourd'hui dans les pays voisins, notamment en Syrie et en Jordanie. On compte en outre près de deux millions d'Irakiens déplacés internes. Toujours en avril 2007, le HCR, Amnesty International et l'ECRE se sont prononcés pour l'accueil humanitaire, en Europe, de réfugiés et de requérants d'asile originaires d'Irak.<sup>4</sup> Dans les mois à venir, le développement que connaîtra le pays reste incertain. Bien que la situation soit considérée comme relativement sûre dans les provinces de Dohouk, d'Erbil et de Souleymanieh, elle reste dépendante de ce qui peut se passer dans les territoires kurdes (tensions sociales, rivalités entre les partis politiques kurdes), dans la région (influence de la Turquie et de l'Iran) et en Irak (situation de sécurité, stabilité du gouvernement, référendum sur l'avenir de Kirkouk et engagement américain).

Début mai 2007, l'Office fédéral des migrations, l'ODM, a décidé de modifier la pratique appliquée aux renvois des requérants d'asile irakiens venant des provinces de Dohouk, d'Erbil et de Souleymanieh, situées dans le nord du pays. Suite à cette modification, les intéressés devront quitter la Suisse.<sup>5</sup> Mi-mai 2007, le Conseil fédéral a rejeté la demande du HCR d'accueillir un contingent de réfugiés irakiens. Le gouvernement a en revanche décidé d'octroyer une aide de quatre millions de francs destinés aux réfugiés irakiens et aux déplacés internes.<sup>6</sup>

La présente mise à jour complète et développe le dernier rapport de l'OSAR sur l'Irak, publié en juin 2005. Elle s'appuie sur l'évaluation de sources connues et fiables,<sup>7</sup> ainsi que sur les informations recueillies au cours d'un voyage au Kurdistan irakien, en avril 2007.

<sup>1</sup> Guerre Iran-Irak 1980-1988 ; guerre du Golfe 1990 / 1991 ; guerre civile kurde 1994-1998, guerre civile / guerre contre le terrorisme depuis 2003.

<sup>2</sup> Independent Inquiry Committee into the UN Oil-for-Food-Programme. Source : [www.iic-offp.org](http://www.iic-offp.org) ; reportage SF 1 du 4 avril 2007. Source : <http://www.sf.tv/sf1/reporter/index.php?docid=20070404>.

<sup>3</sup> CICR, *Iraq : Civilians without protection*, 11 avril 2004.

<sup>4</sup> Source : [www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/iraq-report-110407/\\$File/Iraq-report-icrc.pdf](http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/iraq-report-110407/$File/Iraq-report-icrc.pdf).

<sup>5</sup> UNHCR, *Return advisory and position on international protection needs for Iraqis outside Iraq*, 18 décembre 2007 ; ECRE, *Updated Guidelines on the Treatment of Iraqi Asylum Seekers and Refugees in Europe*, 18 avril 2007 ; Amnesty International / ECRE, JHA : *Iraqi refugees need urgent EU action*, 18 avril 2007.

<sup>6</sup> Office fédéral des migrations, ODM, Irak : modification de la pratique des renvois, 3 mai 2007.

Source : [www.news.admin.ch/message/index.html?lang=de&msg-id=12399&print\\_style=yes](http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=de&msg-id=12399&print_style=yes).

<sup>7</sup> *Le Conseil fédéral refuse l'accueil d'un contingent de réfugiés irakiens*. News.ch du 16 mai 2007.

<sup>8</sup> AI, HRW, ICG, UNHCR, UNSC, UNAMI, IRIN, RFE/RL, IWPR, UK Home Office, USDS, etc.

## 2 Situation politique

La vie politique irakienne est un affrontement à multiples facettes, complexe et violent, pour le pouvoir et pour l'argent. Le paysage politique s'articule autour de structures ethniques, religieuses et tribales.<sup>8</sup> Le **système de clientélisme** qui règne dans le pays sert de fondement sociopolitique à toute la société irakienne ; un protecteur riche et influent s'occupe certes de ses obligés, les protège et leur donne ainsi une sorte d'identité mais en retour, ceux-ci lui doivent une loyauté absolue.<sup>9</sup> Parallèlement à ce système, les groupes sectaires, criminels, terroristes et rebelles tentent tous de saboter le pouvoir du gouvernement central irakien.

La réorganisation politique du pays se poursuit malgré tout. En octobre 2005, la nouvelle **Constitution** irakienne a été adoptée par le peuple.<sup>10</sup> En décembre de la même année, 228 partis et coalitions se présentaient aux premières **élections** libres depuis cinquante ans. L'*United Iraqi Alliance*, mouvement chiite, obtint 128 des 275 sièges au Parlement, suivi par la *Kurdistan Coalition* avec cinquante-trois sièges, et le *Iraqi Accordance Front*, parti sunnite, avec quarante-quatre sièges. Tous les groupes ethniques et religieux irakiens sont représentés au Parlement et au nouveau **gouvernement**,<sup>11</sup> entré en fonction en mai 2006. Celui-ci est structuré autour des divers intérêts ethniques et religieux. Toutefois, les responsables chiites, kurdes et sunnites n'agissent pas en faveur de l'intérêt national, mais en fonction des intérêts des groupes qu'ils représentent. L'Etat central est donc beaucoup plus faible que la Constitution ne le prévoit. Jalal Talabani, d'origine kurde, est à la fois l'actuel Président irakien et le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, (UPK). Nouri Jawad al-Maliki est chiite ; rentré d'exil en 2003 et membre du parti Dawa, il occupe aujourd'hui le poste de Premier ministre.

Les partis chiites, le *Supreme Islamic Iraqi Council*, SIIC, (autrefois nommé *Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq* SCIRI) et le *Dawa*, ainsi que deux des mouvements kurdes, le KDP et l'UPK, dominent la vie politique irakienne. Avec ses six ministres, le mouvement Sadr de Moqtada Al Sadr, ecclésiastique radical, l'une des plus importantes fractions au sein de la coalition chiite, empêche régulièrement l'Alliance chiite de fonctionner. Le parti Al Fadilah, qui en faisait partie, a démissionné de la coalition gouvernementale en mars 2007, suivi en avril par le retrait du bloc Sadr, ce qui a déclenché la première crise gouvernementale depuis mai 2006.<sup>12</sup> Les sadristes prennent ainsi leurs distances avec le gouvernement chiite aujourd'hui en échec et se repositionnent en faveur d'un Irak sans coalition américaine.<sup>13</sup> Le manque de participation des Sunnites aux processus décisionnels politiques au niveau national, mais aussi communal, est un réel problème. Parmi les cinquante et un membres du Conseil municipal de Bagdad, on ne compte qu'un seul Sunnite, tous les autres sont chiites.<sup>14</sup> En guise de réponse à l'autonomie du *Kurdistan* au nord du pays, et à l'éventualité de la création d'une entité chiite, un *Shiastan*, avec

<sup>8</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>9</sup> Diane E. King, *A 16-year cycle of treachery*, IHT, 11 janvier 2007.

<sup>10</sup> La Constitution irakienne : [www.export.gov/iraq/pdf/iraqi\\_constitution.pdf](http://www.export.gov/iraq/pdf/iraqi_constitution.pdf).

<sup>11</sup> Sites internet des ministères irakiens : [www.iraqigovernment.org/Content/Biography/English/link%20english.htm](http://www.iraqigovernment.org/Content/Biography/English/link%20english.htm)

<sup>12</sup> Auszug der Sadristen aus Malikis Regierung / *Les sadristes quittent le gouvernement al-Maliki*, NZZ, 17 avril 2007.

<sup>13</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 10, No 16, 10 mai 2007.

<sup>14</sup> Sabrina Tavernise, *Sunnis losing ground in Baghdad*, IHT, 23, 24 et 25 décembre 2006.

les neuf provinces du sud, les extrémistes sunnites ont proclamé *l'Etat islamique*, également appelé *émirat/califat islamique*,<sup>15</sup> composé des provinces de Salahaddin, d'Anbar, de Diyala et de Bagdad, ainsi que de certaines parties de Wasit et de Babel. La division de l'Irak en « états fédéraux » kurdes, chiïtes et sunnites appauvrit le centre du pays, faute de gisements de pétrole dans la région. Et si, pour préserver leurs intérêts, les Sunnites et les Kurdes devaient se retirer complètement du processus politique, le gouvernement irakien pourrait alors s'effondrer.<sup>16</sup>

Parmi les **causes de cette spirale infernale et de la polarisation politique**, on relève les éléments suivants :<sup>17</sup> l'inflexibilité des Chiïtes qui intervient après des dizaines d'années d'oppression, le refus de nombreux Sunnites d'accepter aujourd'hui leur rôle de minorité, le manque de personnalités dirigeantes capables de s'entendre, les actions systématiques des Kurdes pour prendre le contrôle de la ville de Kirkouk, la faiblesse du gouvernement central et des forces irakiennes de sécurité, le rôle des mouvements terroristes et des milices de Sadr, véritables catalyseurs de violence, l'affaiblissement des couches sociales susceptibles de prendre en charge des responsabilités au niveau de l'Etat (en raison de leur fuite massive à l'étranger) et le soutien qu'apporte l'Iran à certains groupes chiïtes.

**Les problèmes politiques clés à résoudre par le gouvernement irakien et la communauté internationale sont notamment :**<sup>18</sup> la réconciliation nationale, la mise en route de négociations entre les groupements sectaires autour de la révision de la Constitution, la débaathification, la distribution des revenus issus du pétrole, la tenue des élections reportées dans les provinces, l'avenir de Kirkouk, le règlement des amnisties, la sécurité, le contrôle des milices, l'amélioration de la situation à Bagdad, les moyens de gouverner le pays, la mise en place d'un service public (eau, électricité, santé, etc.), ainsi que la lutte contre la corruption.

## 2.1 Le Kurdistan irakien

En matière de « politique étrangère », les Kurdes irakiens tiennent aujourd'hui le couteau par le manche.<sup>19</sup> Le Président et le ministre des Affaires étrangères irakiens sont tous deux kurdes. La nouvelle Constitution irakienne garantit au Kurdistan irakien, nom officiel pour les provinces d'Arbil, de Dohouk et de Souleymanieh,<sup>20</sup> le **statut de région fédérale**. Mais de facto, le gouvernement régional kurde (*Kurdistan Regional Government KRG*)<sup>21</sup> contrôle déjà certaines parties des provinces de Diyala, Ninawah (Mossoul) et de Tameem (Kirkouk).

<sup>15</sup> CSIS, *Iraq's Sectarian and Ethnic Violence and Its Evolving Insurgency. Developments through Spring 2007*, 2 avril 2007, p. 74ff. Source : [www.csis.org/media/csis/pubs/070402\\_iraq\\_spring.pdf](http://www.csis.org/media/csis/pubs/070402_iraq_spring.pdf).

<sup>16</sup> RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 10, No 16*, 10 mai 2007.

<sup>17</sup> Der Konflikt im Irak – ein Bürgerkrieg / Le conflit irakien, une guerre civile, NZZ, 3 et 4 février 2007 ; *U.S agencies give dim outlook on Iraq*, IHT, 3 et 4 février 2007.

<sup>18</sup> The Iraq Study Group Report, 12/06, p. 13.  
Source : <http://i.a.cnn.net/cnn/2006/images/12/06/iraq.report.pdf>.

<sup>19</sup> Susanne Fischer, *Der Frieden im Krieg / La paix en temps de guerre*, Die Zeit, 25 janvier 2007.

<sup>20</sup> Les Kurdes préfèrent que l'on dise *Kurdistan-Irak* ou seulement *Kurdistan*. Ils utilisent aussi fréquemment l'ancien nom *Région kurde autonome*. Erbil (également Irbil, Arbil), Sulaymaniyah (également Sulaimaniya, Sulaimania, etc.), Dohouk (également Dahuk).

<sup>21</sup> Site internet du gouvernement régional kurde : [www.krg.org](http://www.krg.org).

En janvier 2005, parallèlement aux élections législatives et provinciales, **des élections pour le Parlement régional kurde** ont eu lieu. Au sein du gouvernement régional kurde, on compte des représentants de toutes les ethnies et groupes religieux du Kurdistan irakien. Les deux grands partis kurdes, *l'Union Patriotique du Kurdistan*, UPK et *le Parti Démocratique du Kurdistan*, KDP dominent aujourd'hui le paysage politique. Par ailleurs, tout Kurde irakien qui occupe un poste important est lié d'une manière ou d'une autre aux rebelles peshmergas qui détiennent toutes les positions clés de la vie politique et économique de la région depuis 1991.<sup>22</sup> La jeune génération des vingt à trente ans est quasiment exclue des hautes fonctions de l'Etat.<sup>23</sup> Bien qu'en janvier 2006, la centralisation des deux administrations, jusqu'alors séparées, du KPD et de l'UPK ait été décidée, les deux partis continuent d'entretenir chacun leur propre ministère des Finances et de l'Intérieur (services secrets, forces de sécurité).<sup>24</sup>

L'autonomie kurde fixée par la Constitution reste fragile et dépendante de ce qui se passe dans d'autres parties de la région et en l'Irak. Le gouvernement régional kurde demeure sous forte pression politique intérieure et extérieure. D'ici fin 2007, conformément à la nouvelle Constitution irakienne, les Kurdes devront avoir tenu un référendum sur l'avenir de Kirkouk (intégration à l'administration kurde), référendum qui pourrait constituer un danger d'aggravation de la violence.<sup>25</sup> La Turquie a déjà annoncé plusieurs fois qu'elle allait réagir contre la présence du PKK dans la région<sup>26</sup> et proféré des menaces d'invasion et de sanctions autour du règlement de la question des Turkmènes et de Kirkouk. En situation de crise, elle pourrait retirer le droit de survol et d'accès aux aéroports d'Erbil et de Souleymanieh. Comme la Syrie, l'Iran ferme régulièrement des postes frontière importants pendant plusieurs mois. Parallèlement, les nombreuses manifestations qui ont eu lieu en 2006 dans les territoires kurdes montrent que les tensions sociales se multiplient ce qui a fait croître d'autant les pressions pour faire taire l'opposition. Les partis politiques kurdes continuent d'exercer toutes sortes de pressions sur des individus et des organisations pour qu'ils adhèrent à la ligne du gouvernement et des partis au pouvoir.<sup>27</sup>

---

<sup>22</sup> En 1991, séparation des provinces kurdes de l'Etat central irakien puis constitution d'un gouvernement local appelé à gérer les affaires du Kurdistan irakien.

<sup>23</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, When Warriors Become Politicians*, 1er février 2007.

<sup>24</sup> Selon cet accord, le PDK serait en charge de l'agriculture, des affaires culturelles, de l'électricité, des finances, des affaires extérieures, des universités, des communes, des martyrs et de la gestion de l'eau ; l'UPK est responsable de l'éducation nationale, des affaires intérieures, de la santé, des droits de l'homme, de la justice, de la planification et de la reconstruction du pays, des affaires sociales et des transports. Cf. RFE / RL, *Iraq Report*, 13 janvier 2006.

<sup>25</sup> ICG, *Iraq and the Kurds : Resolving the Kirkouk Crisis*, 19 avril 2007.

<sup>26</sup> Le Parti du Travail du Peuple (PKK) et l'organisation qui lui est liée, le *Kurdistan Freedom Life Party* (PEJAK) entretiendraient des camps d'entraînement au Kurdistan irakien. En septembre 2006, ils ont été officiellement interdits par le gouvernement irakien. Cf. IRIN, *Displaced villagers in north face harsh conditions*, 20 septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 19 septembre 2006.

<sup>27</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

### 3 Situation de sécurité

Le gouvernement central de Bagdad n'exerce aucun pouvoir ni influence dans le pays. Il n'est pas non plus en mesure de faire respecter les droits humains dans le centre et le sud de l'Irak.<sup>28</sup> L'état d'urgence national, proclamé en novembre 2004, – à l'exception des provinces kurdes – est régulièrement prolongé. Certaines villes sont même en état de siège. En tout temps, des barricades peuvent être dressées sur les routes et isoler de nombreux villages.<sup>29</sup>

Les attentats à la bombe contre le sanctuaire chiite de Samarra, le 22 février 2006, ont déclenché une brusque **augmentation de la violence dans le centre et le sud de l'Irak**. Les fusillades, attentats à la bombe, enlèvements et massacres quotidiens, ainsi que les interventions militaires n'ont pas seulement pour cible les infrastructures ou les forces de sécurité, mais aussi la population civile irakienne.<sup>30</sup> Le ministère irakien de la Santé ne communiquant plus le nombre exact des victimes, l'ONU n'est pas non plus en mesure d'en actualiser régulièrement les chiffres.<sup>31</sup> Pour tenter de stopper la violence, le gouvernement irakien élabore sans cesse de nouveaux plans de sécurité avec les forces de la coalition ; tandis qu'à Bagdad, le nombre des enlèvements, assassinats et exécutions publiques diminuent pour un temps, il ne fait que croître dans le reste du pays.<sup>32</sup>

#### 3.1 Centre et sud de l'Irak

**Centre de l'Irak.** Bagdad demeure au cœur de toutes les violences ethniques, religieuses, terroristes et criminelles.<sup>33</sup> Mais les provinces d'Anbar, de Bagdad, de Diyala, de Salahaddin, de Nineweh et de Tameem sont également touchées. Les forces nationales de sécurité ne contrôlent que partiellement certains quartiers et localités.<sup>34</sup> Le gouvernement central et les forces de la coalition ont notamment perdu tout contrôle sur Anbar, la plus grande province d'Irak en superficie. Ce vacuum politique a rapidement été comblé par des terroristes et des criminels<sup>35</sup> qui, depuis début 2007, se sont déplacés vers Mossoul, suite à la résistance de plusieurs clans sunnites.<sup>36</sup>

<sup>28</sup> CSIS, *Iraq's Sectarian and Ethnic Violence and Its Evolving Insurgency. Developments through Spring 2007*, 2 avril 2007. Source : [www.csis.org/media/csis/pubs/070402\\_iraq\\_spring.pdf](http://www.csis.org/media/csis/pubs/070402_iraq_spring.pdf).

<sup>29</sup> Département fédéral des affaires étrangères, DFAE, *Conseils aux voyageurs pour l'Irak*, état au 15 mai 2007. Source : [www.eda.admin.ch](http://www.eda.admin.ch) ; Ministère des Affaires étrangères allemand, *Irak : mise en garde et informations*, état au 15 mai 2007. Source : [www.auswaertiges-amt.de](http://www.auswaertiges-amt.de).

<sup>30</sup> ICRC, *Iraq : Civilians without protection*, 11 avril 2007. Source : [www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/iraq-report-110407/\\$File/Iraq-report-icrc.pdf](http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/iraq-report-110407/$File/Iraq-report-icrc.pdf).

<sup>31</sup> Kein Rückgang der Gewalt im Irak laut UNO / *Pas de diminution de la violence en Irak, affirme l'ONU*, NZZ, 26 avril 2007.

<sup>32</sup> Inga Rogg, *Sunnitisch-schiitische Annäherung im Irak / Rapprochement entre Sunnites et Chiites en Irak*, NZZ, 15 mars 2007 ; IRIN, *Baghdad security plan shows progress, but challenges remain*, 19 mars 2007 ; *Kurdish Globe*, *Violence rises in Mossoul province*, 10 mai 2007 ; IRIN, *Thousands flee upsurge in violence in Diyala province*, 14 mai 2007 ; James Glanz, *Iraqi violence holds steady despite increase in U.S. troops*, IHT, 17 mai 2007.

<sup>33</sup> Inga Rogg, *Uno zählt 2006 über 34'000 zivile Tote im Irak / Pour 2006, l'ONU compte 34'000 civils tués en Irak*, NZZ, 17 janvier 2007.

<sup>34</sup> Inga Rogg, *Idee von einem islamischen Staat gescheitert / Echec de l'idée d'un Etat islamique*, NZZ, 4 avril 2006 ; *The Iraq Study Group Report*, 12/06, p. 11. Source : <http://i.a.cnn.net/cnn/2006/images/12/06/iraq.report.pdf>.

<sup>35</sup> *Das amerikanische Militär alarmiert über die Lage im Westirak / Les militaires américains alarmés par la situation à l'ouest de l'Irak*, NZZ, 14 septembre 2006.

<sup>36</sup> *Kurdish Globe*, *Violence rises in Mossoul province*, 10 mai 2007.

**Sud de l'Irak.** Comparé au centre du pays, le sud est moins touché par la violence. Début 2005, Basra, troisième ville d'Irak, est néanmoins tombée aux mains des Chiites qui avaient infiltré la police et les organisations gouvernementales. Même la province de Basra a été déstabilisée, début 2006, par les combats entre Chiites, policiers corrompus et forces de sécurité, ainsi que par des bandes criminelles.<sup>37</sup> Les enlèvements et assassinats commis par des hommes armés en uniforme de la police augmentèrent fortement.<sup>38</sup> En septembre de la même année, l'état d'urgence a été proclamé en raison des violents combats que se livraient les milices chiites pour la conquête de Basra.<sup>39</sup> Dans les provinces, tous les partis politiques (*Al Fadilah, SIIC, Dawah, Hizballah, Mahdi*) entretiennent leurs propres milices. La police est par ailleurs dominée par des fonctionnaires qui opèrent en totale allégeance avec leurs partis et milices.<sup>40</sup> Depuis 2006, plusieurs professeurs d'université, des membres de l'armée, des religieux musulmans et des chefs de paroisse ont été assassinés à Basra. Parmi les victimes, on compte des Arabes sunnites et d'anciens membres du parti Baas, mais aussi des personnes qui se sont retrouvées incidemment entre les milices des diverses factions et des groupements politiques.<sup>41</sup> La situation de sécurité est tendue en permanence dans les villes saintes de Nadjaf et de Kerbala en raison des nombreux attentats à la bombe. D'autres villes du sud de l'Irak ne sont pas épargnées non plus par la violence.

**Criminalité sauvage et enlèvements de masse.** Tous les crimes commis par les milices et les bandes maffieuses, dans le centre et le sud de l'Irak, sont extrêmement brutaux et considérés partout comme le problème de sécurité numéro un du pays.<sup>42</sup> Des dizaines de milliers de personnes ont été attaquées ou enlevées. Elles sont souvent assassinées ou disparaissent sans laisser de traces.<sup>43</sup> Depuis la mise en place du plan de sécurité, en mars 2007, les groupes armés prolifèrent à Bagdad. Ils vérifient notamment l'appartenance religieuse de ceux qu'ils contrôlent, puis les tuent ou les kidnappent.<sup>44</sup> Il est souvent impossible de confondre les coupables puisque les groupes sectaires, criminels, terroristes et rebelles opèrent, entre autres, dans l'uniforme des forces nationales de sécurité ou utilisent les signes particuliers de groupes adverses.

**Terrorisme et résistance sunnite.** Le mouvement de résistance des Arabes sunnites contre la réorganisation du pays persiste, mais les violences religieuses le rendent moins visible.<sup>45</sup> Néanmoins, les populations sont toujours aussi souvent chassées de chez elles par la menace, les enlèvements et les assassinats, mais aussi les attentats à la bombe (chimique) visant les places publiques, les infrastructures

---

<sup>37</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 22, 2 juin 2006.

<sup>38</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>39</sup> *8 slain in U.S. raid north of Baghdad*, IHT, 28 septembre 2006.

<sup>40</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol 9, No 34, 29 septembre 2006.

<sup>41</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Basra Security Breakdown*, 7 juin 2006.

<sup>42</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Baghdad Kidnappers Target Easy Prey*, 4 octobre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 19 décembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report*, 23 février 2007.

<sup>43</sup> IRIN, *NGOs' report puts kidnappings this year at 20,000*, 20 avril 2006. IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 28 juin 2006.

<sup>44</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 10, No 14, 27 avril 2007 ; Azzaman, *Armed groups 'breeding like mushroom' in Baghdad despite U.S. campaign*, 10 mai 2007.

<sup>45</sup> Bericht des Pentagone zur Lage im Irak / *Rapport du Pentagone sur la situation en Irak*, NZZ, 4 septembre 2006.

de l'Etat et les forces de sécurité.<sup>46</sup> Les limites sont de plus en plus floues entre terrorisme (par exemple *Al Qaida*, *Ansar Al-Sunnah Army*, *Muhammad's Army*, *Islamic Army in Iraq*) et résistance sunnite (Baasistes et autres entités sunnites séculaires) contre l'occupation et la perte du pouvoir. Depuis 2006, en accord avec le gouvernement central, les clans sunnites luttent contre les terroristes sunnites dans les provinces. A Bagdad, des Arabes sunnites modérés combattent les Sunnites de la ligne dure.<sup>47</sup>

**Conflits chiites et résistance.** Depuis 2003, divers groupes chiites s'entre-déchirent pour le pouvoir, notamment le SIIC et le mouvement de Sadr. Le retour des Irakiens réfugiés en Iran a permis de grossir les rangs des très nombreuses milices chiites.<sup>48</sup> Des combats ont fréquemment lieu entre les milices de Sadr et les forces armées gouvernementales, dominées par les Chiites,<sup>49</sup> de même qu'entre les milices du parti Fadhila et celles de Sadr qui se combattent également entre elles.<sup>50</sup> En janvier 2007, des centaines de partisans armés de la secte chiite *Jund al-Samaa* (*Soldiers of Heaven*) ont été tués par les forces chiites de sécurité. Cette secte en très rapide expansion est considérée comme une réelle menace pour les mouvements chiites établis (Sadr, SIIC).<sup>51</sup>

La **spirale des attaques et contre-attaques** continue entre terroristes sunnites et chiites, extrémistes et milices, notamment les combats pour le contrôle de Bagdad, qui visent à créer des enclaves pour chacun des groupes religieux, à redistribuer les ressources financières du pays et à imposer certaines revendications politiques et religieuses. La peur et la méfiance règnent entre tous les groupes de population. Au moyen d'actions spectaculaires dans les lieux publics, les terroristes/résistants sunnites sèment la terreur et le chaos. Les milices chiites mènent plus « discrètement » leurs opérations de représailles. Elles coûtent pourtant la vie à davantage de personnes que l'on retrouve ensuite dans des décharges et des fleuves. Ces milices se rendent même aux enterrements pour assouvir leur vengeance. Enfin, des hommes armés procèdent à des exécutions publiques de condamnés, les yeux bandés.<sup>52</sup>

Parallèlement à tous les autres conflits, **les affrontements entre clans, tribus et familles** sont menés dans un climat de violence généralisé.

**Pression des islamistes dans les rues.** Pour veiller au respect des préceptes de l'Islam en matière de comportement, les milices chiites patrouillent certains quartiers de la capitale, dont *Al-Sadr City*, *Al-Sa'b*, *Al-Qahira*, *Al-Baladiyat* et *Al-Jadidah*. La mise en place des émirs est en outre censée contribuer à imposer « l'Etat islamique » sunnite.<sup>53</sup> Entre-temps, dans les petites localités situées autour de Babouka,

<sup>46</sup> CSIS, *Iraq's Sectarian and Ethnic Violence and Its Evolving Insurgency. Developments through Spring 2007*, 2 avril 2007, p. 96ff. Source : [www.csis.org/media/csis/pubs/070402\\_iraq\\_spring.pdf](http://www.csis.org/media/csis/pubs/070402_iraq_spring.pdf).

<sup>47</sup> Edward Wong / Damien Cave, *U.S. troops to fan out into 100 garrisons to secure Baghdad*, IHT, 16 mars 2007.

<sup>48</sup> IRIN, *Population influx is biggest problem in south*, 16 janvier 2007.

<sup>49</sup> Alissa J. Rubbin, *Protests in Basra show deep Shiite split*, IHT, 19 avril 2007.

<sup>50</sup> Inga Rogg, *Anschlag auf den irakischen Vize-Regierungschef / Attentat contre le vice-président irakien*, NZZ, 24 et 25 mars 2007.

<sup>51</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Shia Rivalry Sparked Battle of Zarqa*, 15 février 2007.

<sup>52</sup> Sabrina Tavernise, *A cycle of revenge drives Iraq killings*, IHT, 20 novembre 2006.

<sup>53</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Baghdad Militants' Reign of Terror*, 1er septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 16 octobre 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Sunni Militants Issue Religious Edicts in Mossoul*, 9 décembre 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 9, No 22*, 2 juin 2006.

cet Etat pourtant inexistant n'exerce pas seulement le pouvoir, mais revendique aussi des attentats à la bombe et des assassinats de policiers.<sup>54</sup> Les extrémistes sunnites imposent à Mossoul de multiples règles de comportement, sévères et conformes à l'Islam, et menacent de représailles celles et ceux qui ne s'y soumettraient pas.<sup>55</sup>

**Les services de sécurité kurdes** ont mené des opérations illégales de police et des enlèvements, en dehors du Kurdistan irakien. Les personnes kidnappées sont retenues dans des lieux tenus secrets.<sup>56</sup>

### 3.2 Le Kurdistan irakien

Dans les provinces d'Erbil, de Dohouk et de Souleymanieh, on ne relève pas d'actes terroristes systématiques ou d'actes de violence gratuits contre les membres de groupes ethniques ou religieux. Néanmoins, en raison de divers facteurs d'aggravation potentielle de la violence, la situation de sécurité reste imprévisible (cf. point 2.1.) Depuis que les clans sunnites chassent les terroristes sunnites des provinces sunnites, les extrémistes se replient de plus en plus dans le nord de l'Irak (Mossoul, Kirkouk), mais aussi dans la région du Kurdistan irakien.<sup>57</sup> Diverses organisations terroristes (*Islamic State of Iraq / Ansar Al-Islam / Al-Sunnah Army, Kata'ib Kurdistan – Kurdistan Brigades*) ont ainsi revendiqué les attentats à la bombe de mai 2007. Enfin, la région kurde est directement menacée d'un accroissement de la violence si les forces kurdes de sécurité devaient poursuivre leurs activités dans le centre de l'Irak.<sup>58</sup>

Au cours des trois dernières années, cinq attentats ont eu lieu à Erbil et alentours (dont les deux derniers en mai 2007), deux à Souleymanieh et cinq à Dohouk. Tous étaient dirigés contre des patrouilles, les quartiers généraux des partis politiques et les postes de contrôle de l'armée et de la police.<sup>59</sup> Les attentats de Souleymanieh, en octobre 2005, ont été commis par des Kurdes.<sup>60</sup> Des attaques contre des minorités sont sporadiquement menées, comme en juillet 2006, contre un magasin chrétien de spiritueux, à Souleymanieh.<sup>61</sup> Les récents attentats à la bombe de mai 2007, à Erbil et alentours, ont fait de nombreux morts et blessés parmi la population civile. Dans divers territoires, les mines antipersonnel restent un gros problème.<sup>62</sup>

---

<sup>54</sup> Inga Rogg, Gemischter Erfolg der Offensive in Bagdad / Succès mitigé de l'offensive à Bagdad, NZZ, 8 mars 2007.

<sup>55</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Sunni Militants Issue Religious Edicts in Mossoul*, 9 décembre 2006.

<sup>56</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; Inga Rogg, Die Vorzeigestadt von General Petraeus im Griff der Angst / La cité modèle du général Petraeus dans l'étau de la peur, NZZ, 8 mars 2007.

<sup>57</sup> Inga Rogg, Sunnitisch-schiitische Annäherung im Irak / Rapprochement entre Sunnites et Chiites en Irak, NZZ, 15 mars 2007 ; IRIN, *Baghdad security plan shows progress, but challenges remain*, 19 mars 2007 ; RFE / RL, *Iraq : Al-Qaeda Tactics Lead To Splits Among Insurgents* ; 17 avril 2007 ; *Kurdish Globe, Violence rises in Mossoul province*, 10 mai 2007 ; James Glanz, *Iraqi violence holds steady despite increase in U.S. troops*, IHT, 17 mai 2007.

<sup>58</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report*, 9 février 2007 ; RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 10, No 17*, 18 mai 2007.

<sup>59</sup> IRIN, *Kurdistan, low in violence but lacking services*, 18 janvier 2007.

<sup>60</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Car Bombs Rock Sulaimaniyah*, 25 octobre 2005 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Arab Labourers Flock to Kurdistan*, 13 avril 2006.

<sup>61</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 19 juillet 2006.

<sup>62</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Deadly Legacy Haunts Kurdistan*, 27 septembre 2005.

Le ministère irakien de l'Intérieur n'a aucune influence au Kurdistan irakien, où les partis politiques entretiennent chacun leur propre armée (les peshmergas), des forces de police et des services secrets. Il semblerait donc que le Kurdistan irakien reste un Etat oppresseur et dictatorial<sup>63</sup> qui procède à l'arrestation de personnes présumées membres de groupes terroristes, comme Al Quaida ou Thawrat al-Ishreen.<sup>64</sup> On sait aussi que des accrochages armés ont parfois lieu entre les forces kurdes de sécurité et certains groupes terroristes.<sup>65</sup>

### 3.3 Les forces nationales de sécurité

**Les forces irakiennes de sécurité** (*Iraqi Security Forces ISF*) se composent de l'armée, de la marine, de l'aviation militaire, de la police et de groupes d'intervention rapide contre les cellules terroristes, de la police nationale (située entre l'armée et la police elle-même), de la police douanière, des services de sécurité pour la protection des infrastructures (*Facilities Protection Service*),<sup>66</sup> ainsi que des services secrets. Elles ne sont pas aussi efficaces que le gouvernement l'affirme. Elles sont au contraire considérées comme peu fiables et immotivées, elles exercent des chantages, enlèvent, torturent et tuent, même des civils.<sup>67</sup> L'armée, la police et les innombrables milices sont dominées par les Chiites.<sup>68</sup> Il existe par ailleurs en Irak de nombreux groupes armés qui entretiennent des relations avec le gouvernement, ou sont pour le moins officiellement tolérés.

**L'infiltration des forces nationales de sécurité** par les milices de partis et par les Chiites et Sunnites militants, de même que la préférence accordée à certains groupes ethniques ou religieux dans la composition des unités des forces armées, représentent un réel problème de sécurité.<sup>69</sup> Même des députés au Parlement irakien entretiennent et dirigent leurs propres milices.<sup>70</sup> A Mossoul, seconde ville d'Irak et ancien fief du parti Baas, l'armée est par exemple composée de Kurdes, la police, en revanche, d'Arabes sunnites.<sup>71</sup>

**Les milices chiites au sein des forces nationales de sécurité et des organismes gouvernementaux** sont responsables des plus graves atteintes aux droits humains.<sup>72</sup> Sous le commandement du Ministre Bayan Jabr, ancien chef de la sécurité des milices SIIC, des combattants chiites ont infiltré le ministère de l'Intérieur. Dans

<sup>63</sup> Susanne Fischer, *Der Frieden im Krieg / La paix en temps de guerre*, Die Zeit, 25 janvier 2007.

<sup>64</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 7 décembre 2006.

<sup>65</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 31 octobre 2006.

<sup>66</sup> Ce service de sécurité emploie 150'000 personnes qui travaillent toutes pour les ministères irakiens et huit départements gouvernementaux indépendants. Depuis 2005, les FPS ne reçoivent plus aucune subvention des forces de la coalition.

<sup>67</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Security Forces Face Abuse Claims*, 3 novembre 2005 ; *The Iraq Study Group Report*, 12/06, p.8ff. Source : <http://i.a.cnn.net/cnn/2006/images/12/06/iraq.report.pdf> ; Luis Carlos Montalvan, *Losing Iraq, one truckload at a time*, IHT, 16 janvier 2007 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 22 janvier 2007 ; Damien Cave, *Baghdad battle cry : ,Who is shooting?*, IHT, 26 janvier 2007.

<sup>68</sup> Barry R. Posen, *The risks of staying and the risk of leaving*, IHT, 20 avril 2007.

<sup>69</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 1er novembre 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 9, No 12*, 24 mars 2006.

<sup>70</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 24 juillet 2006.

<sup>71</sup> Inga Rogg, *Die Vorzeigestadt von General Petraeus im Griff der Angst / La ville modèle du général Petraeus dans l'étau de la peur*, NZZ, 8 mars 2007.

<sup>72</sup> CSIS, *Iraq's Sectarian and Ethnic Violence and Its Evolving Insurgency. Developments through Spring 2007*, 2 avril 2007, p. 102ff. Source : [www.csis.org/media/csis/pubs/070402\\_iraq\\_spring.pdf](http://www.csis.org/media/csis/pubs/070402_iraq_spring.pdf).

le cadre de leurs fonctions de membres des forces de sécurité, ils ont commis ou tolérés les pires violations des droits de l'homme. En novembre 2005, on a découvert à Bagdad des lieux de torture du ministère de l'Intérieur où 1'400 personnes étaient détenues.<sup>73</sup> En octobre 2006, une unité de police du même ministère a été dissoute. Ses 600 membres avaient toléré les escadrons de la mort ou y avaient même participé.<sup>74</sup> Trois mille policiers ont été licenciés pour les mêmes raisons.<sup>75</sup> Le ministère de l'Intérieur est d'ailleurs accusé de protéger aujourd'hui encore les escadrons de la mort.<sup>76</sup> En novembre 2006, une centaine de fonctionnaires de police ont été suspendus de leurs fonctions pour violations des droits de l'homme. Un général, des officiers, de simples policiers et des collaborateurs civils sont aujourd'hui inculpés.<sup>77</sup> En décembre de la même année, un lieu de torture de la police, majoritairement chiite, a été découvert à Basra.<sup>78</sup> Fin mars 2007, des policiers chiites auraient participé à une traque de Sunnites dans la ville turkmène de Tell Afar.<sup>79</sup> En avril 2007, la diminution constatée des assassinats commis par les escadrons de la mort chiites serait due à l'appel à la modération de Sadr à l'attention de ses milices.<sup>80</sup> Toujours en avril, un représentant du mouvement Sadr a publiquement déclaré que la milice ne pouvait agir sans autorisation du gouvernement.<sup>81</sup> Certains fonctionnaires hauts placés dans les ministères sont ponctuellement arrêtés pour corruption, commandement de groupes chiites et détournements de fonds. Ils sont même accusés d'avoir enlevé et assassiné des civils. Après les élections, six ministères étaient sous contrôle du mouvement Sadr et de ses milices du Mahdi qui sont en très grande partie responsables de la violence qui règne dans le pays.<sup>82</sup>

**Les milices des partis politiques.** Tous les partis politiques de la coalition gouvernementale entretiennent leurs propres milices et escadrons de la mort.<sup>83</sup> Le Premier ministre Nouri Al Maliki a lui-même confirmé que chaque parti irakien possède sa propre milice.<sup>84</sup> « L'intégration » des milices (reconnues) de partis<sup>85</sup> au sein des forces de sécurité reste un problème non résolu. Au total, on compterait vingt-huit mili-

<sup>73</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol 9, No 36, 12 octobre 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report*, Vol 9, No 37, 20 octobre 2006.

<sup>74</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol 9, No 35, 6 octobre 2006 ; Säuberung in der irakischen Polizei / *Epuración dans la police irakienne*, NZZ, 6 octobre 2006 ; 30 Aufständische im Südirak getötet / *30 rebelles tués dans le sud de l'Irak*, NZZ, 9 octobre 2006 ; Christine Hauser, *Baghdad body count : 75 more corpses found*, IHT, 11 octobre 2006 ; Inga Rogg, *Zahlenwirrwarr zur Verschleppung in Bagdad / Confusion autour des déportations à Bagdad*, NZZ, 16 novembre 2006.

<sup>75</sup> *Ausgreifende Säuberung der irakischen Polizei / Epuration générale au sein de la police irakienne*, NZZ, 19 octobre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 18 octobre 2006.

<sup>76</sup> IRIN, *Rights group says gov't protecting death squad members*, 29 octobre 2006.

<sup>77</sup> Inga Rogg, *Ermittlungen wegen Folter im Irak / Enquête sur les tortures en Irak*, NZZ, 8 novembre 2006 ; *57 Iraqi policemen charged with torture*, IHT, 8 novembre 2006.

<sup>78</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol 9, No 45, 29 décembre 2006 ; *Britische Aktion gegen Todesschwadronen / Intervention britannique contre les escadrons de la mort*, NZZ, 27 décembre 2006.

<sup>79</sup> *3 car bombs explode in Iraq, killing scores*, IHT, 30 mars 2007 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report*, *Police Linked to Tel Afar Reprisals*, 13 avril 2007.

<sup>80</sup> Edward Wong, *Influential Iraqi cleric pulls allies out of cabinet*, IHT, 16 avril 2007.

<sup>81</sup> *Sadr's Miliz will in Bagdad nicht zurückschlagen / La milice de Sadr ne ripostera pas à Bagdad*, NZZ, 20 avril 2007.

<sup>82</sup> Damien Cave, *Iraq raid attempts to cut Mahdi army link*, IHT, 9 février 2007.

<sup>83</sup> *Säuberung in der irakischen Polizei / Epuration dans la police irakienne*, NZZ, 6 octobre 2006.

<sup>84</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 25, 17 juillet 2006.

<sup>85</sup> Il s'agit des milices des partis suivants : *Kurdistan Democratic Party (KDP)*, *Patriotic Union of Kurdistan (UPK)*, *Iraqi Islamic Party*, *Supreme Counsel of the Islamic Revolution in Iraq* / *Badr Organization* (bis 2003 *Badr Corps*), *Iraqi National Accord (INA)*, *Iraqi National Congress (INC)*, *Iraqi Hezbollah*, *Iraqi Communist Party* und *Dawa*.

ces différentes qui, à ce jour, n'ont pas été officiellement désarmées.<sup>86</sup> L'incorporation à l'armée régulière des milices de « combattants pour la liberté », fixée en 2004 par l'arrêt 91, est un échec.<sup>87</sup> Les milices de partis contrôlent, entre autres, les ministères et les hommes politiques, à Bagdad.<sup>88</sup> Le dépôt des armes pourtant annoncé des milices chiites de Badr et de Madhi n'a toujours pas eu lieu.<sup>89</sup> Elles sont tenues pour responsables de l'assassinat de Sunnites et contribuent à la mise en place d'une ligne dure contre les Baasistes.<sup>90</sup>

**Les forces kurdes de sécurité**, « légitimées » par la Constitution, ont été partiellement intégrées aux nouvelles forces irakiennes de sécurité. Les *peshmergas* kurdes comptent environ 160'000 combattants. Les partis du KDP et de l'UPK entretiennent chacune une police (les *Asayish*) et des services secrets (les *Parastin/Zanyari*), lesquels mènent des opérations illégales et procèdent à des enlèvements, en dehors du Kurdistan irakien. Les personnes kidnappées sont retenues dans des lieux inconnus.<sup>91</sup>

**Les milices privées, locales et tribales.** Depuis février 2006, de plus en plus de milices privées se sont constituées pour protéger la population des terroristes et des criminels.<sup>92</sup> De facto, elles existaient depuis longtemps pour défendre la population contre les escadrons de la mort et certaines forces de sécurité douteuses.<sup>93</sup> Les « comités du peuple », entrés en fonction en juillet 2006 pour stabiliser la situation de sécurité, à Bagdad, n'étaient en réalité que des milices chiites Badr déguisées.<sup>94</sup> Dans les territoires kurdes, les milices privées contrôlent l'accès aux localités.<sup>95</sup> Dans le cadre du nouveau plan de sécurité, le gouvernement a déclaré en octobre 2006, que toutes les personnes influentes (notables, religieux, officiers de police ou simples habitants) devaient créer des comités de défense pour mieux maîtriser la violence au niveau local.<sup>96</sup> A Bagdad, les milices privées contrôlent ce que l'on appelle des *No-Go-Areas*, d'où les forces de sécurité sont absentes.<sup>97</sup> Fin avril 2007, le grand ayatollah Taki al-Mudarrisi a appelé les habitants de Kerbala à s'occuper eux-mêmes de leur protection.<sup>98</sup> A Anbar (*Anbar Salvation Council*) et d'autres provinces, les clans, dont les membres peuvent être chiites ou sunnites, se défendent contre

<sup>86</sup> Maliki will Milizen im Irak erst später entwaffnen / *Maliki ne désarmera les milices qu'ultérieurement*, NZZ, 17 octobre 2006.

<sup>87</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 18, 05 mai 2006 ; CPA, *Armed Forces and Militia Agreement Announced*, 5 juin 2004.

<sup>88</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 19, 12 mai 2006.

<sup>89</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 23, 23 juin 2006.

<sup>90</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 25, 17 juillet 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 28, 4 août 2006 ; Inga Rogg, Erneut viele Opfer unter Schiiten in Bagdad / *Nouvelles victimes parmi les Chiites de Bagdad*, NZZ, 2 et 3 septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 19 février 2007.

<sup>91</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; Inga Rogg, Die Vorzeigestadt von General Petraeus im Griff der Angst / *La ville modèle du général Petraeus dans l'étau de la peur*, NZZ, 8 mars 2007.

<sup>92</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 03 avril 2006 ; IRIN, *Baghdad residents take security into own hands*, 14 février 2006.

<sup>93</sup> Säuberung in der irakischen Polizei / *Epuración dans la police irakienne*, NZZ, 6 octobre 2006.

<sup>94</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 28, 4 août 2006.

<sup>95</sup> Observations de l'auteur au cours d'un voyage en avril 2007 dans le nord de l'Irak, entre Erbil und Shekhan.

<sup>96</sup> Christine Hauser, *Baghdad body count : 75 more corpses found*, IHT, 11 octobre 2006.

<sup>97</sup> IRIN, *In absence of police, vigilantes take to the streets*, 19 février 2007.

<sup>98</sup> Bekannte Journalistin in Bagdad ermordet / *Journaliste connue assassinée à Bagdad*, NZZ, 30 avril 2007.

les terroristes sunnites.<sup>99</sup> Tous les terroristes, membres d'un clan, risquent l'exclusion de leur communauté. « Les forces de sécurité » des clans, mises en place à Anbar en accord avec les Etats-Unis et le gouvernement irakien, comprennent 11'000 hommes armés qui opèrent en petites unités.<sup>100</sup> Mi-mai 2007, à Diyala, plus de 289 clans se sont alliés pour lutter contre Al Quaïda et « l'Etat islamique ». <sup>101</sup> Mais ils utilisent aussi la violence pour s'opposer à certaines dispositions légales ou aux administrations locales.<sup>102</sup>

**Les forces multinationales de sécurité** (*Multi-national Forces*, nommées aussi *Coalition*). Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé jusqu'à fin 2007 le mandat de la coalition menée par l'armée américaine.<sup>103</sup> On lui reproche néanmoins de très graves violations des droits de l'homme.<sup>104</sup> Depuis 2003, les troupes britanniques auraient assisté sans réagir aux attaques de policiers corrompus et de milices chiites contre des civils.<sup>105</sup>

**Les entreprises privées de sécurité.** Outre les entreprises privées locales, un certain nombre d'entreprises étrangères de sécurité opèrent en Irak avec l'accord du gouvernement. Alors même que faute de confiance dans les forces armées nationales, les civils s'adressent à des entreprises privées, certaines d'entre elles agissent comme les milices sectaires.<sup>106</sup> Le gouvernement américain aurait passé des contrats avec plus de 100'000 collaborateurs de toutes nationalités travaillant pour des entreprises de sécurité. Celles-ci ont été mêlées au scandale des violations des droits de l'homme par l'armée américaine dans la prison de Abu Ghraib. Par ailleurs, En dépit de leur contrat avec le gouvernement américain, plusieurs d'entre-elles se sont rendues coupables des plus graves violations des droits humains.<sup>107</sup>

---

<sup>99</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Sunnis Fight Off Insurgents*, 1er décembre 2006.

<sup>100</sup> RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 9, No 4*, 27 janvier 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 13 février 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 14 février 2007 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 2 mars 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 23 mai 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report, Vol 9, No 34*, 29 septembre 2006.

<sup>101</sup> Al-Sabaah, *Diala Tribes Adopt Facing Qaeda*, 15 mai 2007.

<sup>102</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 05 octobre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 17 août 2006.

<sup>103</sup> *Global Security, Iraq Coalition Troops. Non-US Forces in Iraq – February 2007*. Source : [www.globalsecurity.org/military/ops/iraq\\_orbat\\_coalition.htm](http://www.globalsecurity.org/military/ops/iraq_orbat_coalition.htm).

<sup>104</sup> IRIN, *Military continues to violate the rights of civilians*, 9 octobre 2006.

<sup>105</sup> RFE / RL, *Iraq Report, Vol 9, No 34*, 29 septembre 2006.

<sup>106</sup> IRIN, *Amid rising insecurity, Baghdad residents look to private security companies*, 10 mai 2006.

<sup>107</sup> HRW, *Iraq : U.S. Prisoner Abuse Sparks Concerns Over War Crimes*, 30 avril 2004 ; HRW, Q&A : *Private Military Contractors and the Law*, 5 mai 2005 ; Renae Merle, *Census Counts 100,000 Contractors in Iraq*, Washington Post du 5 décembre 2006.

### 3.4 Les extrémistes, les terroristes et les milices

Il existe en Irak d'innombrables groupes armés qui n'ont aucune relation avec le gouvernement et que celui-ci ne tolère pas.<sup>108</sup>

**Les groupes sunnites terroristes et/ou de résistance.**<sup>109</sup> Le groupe *Muslim Scholars Association* est considéré comme le porte-parole de la résistance sunnite. Les terroristes sunnites se présentent comme membres d'*Al Qaida in Iraq / Mujahedin Shura Council / Islamic State of Iraq*. Dans les médias occidentaux, on parle surtout d'*Al Qaida in Mesopotamia / Iraq*. Du point de vue des terroristes, tout Sunnite qui s'oppose à Al Quāida est considéré comme un traître et un hors-la-loi.<sup>110</sup> On continue également d'accuser des membres du parti Baas, interdit depuis 2003, d'actes de violence, notamment de menaces, d'agressions et d'assassinats ciblés.<sup>111</sup>

**Les extrémistes et milices chiites** sont considérés comme l'un des plus gros problèmes de sécurité en Irak.<sup>112</sup> Vingt-trois milices chiites différentes seraient opérationnelles, uniquement à Bagdad. La plupart d'entre elles auraient des liens avec l'armée du Mahdi et bénéficieraient de sa protection. Même certains religieux moins connus, comme Mahmoud al-Hasani al-Sarkhi, entretiennent leur propre milice, en l'occurrence la *Husayn's Army*,<sup>113</sup> composée de milliers de personnes qui rivalisent avec d'autres milices chiites ou les forces nationales de sécurité.<sup>114</sup>

## 4 Système judiciaire

Du point de vue de son dispositif, **le système judiciaire irakien** est indépendant.<sup>115</sup> Mais dans le climat de violence généralisée et faute de moyens (fuite des juges et juristes à l'étranger et manque de compétences), la justice ne peut ni ne veut s'imposer. Elle n'est par conséquent pas en mesure de constituer un contrepoids efficace à l'influence considérable des partis politiques. Quasiment tous les éléments constituant un Etat de droit sont inexistantes. Un de ses problèmes est d'ailleurs la cohabitation de l'ancienne et de la nouvelle législation, ainsi que des lois tribales et religieuses. Mais la plus grande difficulté de la justice irakienne réside dans l'impunité générale issue de son inaction face aux violations des droits de

<sup>108</sup> Cf. RFE / RL, *Iraq Report*, 27 janvier 2005 pour toutes les informations sur les nombreux groupes et leurs divers objectifs et partisans, déjà actifs avant et depuis 2003 ; RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 24, 30 juin 2006 ; Kathleen Ridolfo, *Survey of armed groups in Iraq*. Source : [www.rferl.org/specials/IraqCrisis/specials-armedgroups.asp](http://www.rferl.org/specials/IraqCrisis/specials-armedgroups.asp) ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>109</sup> CSIS, *Iraq's Sectarian and Ethnic Violence and Its Evolving Insurgency. Developments through Spring 2007*, 2 avril 2007, p. 96ff. Source : [www.csis.org/media/isis/pubs/070402\\_iraq\\_spring.pdf](http://www.csis.org/media/isis/pubs/070402_iraq_spring.pdf).

<sup>110</sup> Inga Rogg, *Anschlag auf den irakischen Vize-Regierungschef / Attentat contre le vice-président irakien*, NZZ, 24 et 25 mars 2007 ; RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 10, No 15, 4 mai 2007.

<sup>111</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol 9, No 35, 6 octobre 2006.

<sup>112</sup> *Shiite warns militia to exercise restraint*, IHT, 14 et 15 octobre 2006.

<sup>113</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol 9, No 30, 25 août 2006.

<sup>114</sup> Michael R. Gordon, *Sunnis emerge as the greater threat*, IHT, 19 mars 2007.

<sup>115</sup> Le système judiciaire irakien est aujourd'hui constitué de la Haute Cour de Justice, de la Cour Fédérale Suprême, de la Cour de cassation, de la Cour d'appel, de la Cour pénale centrale (qui prononce les peines de mort et les fait exécuter), de la Cour civile et du Haut Tribunal irakien (auparavant : Tribunal spécial irakien contre les crimes de guerre et crimes contre l'humanité).

l'homme les plus graves.<sup>116</sup> Le pénal est plus particulièrement débordé et, par manque de moyens, dans l'incapacité de gérer le nombre des détenus, à qui l'accès à un soutien juridique est refusé et dont les procès sont réglés en un quart d'heure.<sup>117</sup> Juin 2004, la peine de mort a été réintroduite. Depuis lors, 270 personnes ont été condamnées, dont une centaine au moins a été exécutée.<sup>118</sup>

**Les prisons irakiennes et américaines.** En Irak, plus de 30'800 personnes sont aujourd'hui détenues sans inculpation, dont 18'000 dans les prisons américaines.<sup>119</sup> La situation dans les lieux de détention est problématique et ne correspond en rien aux standards internationaux en matière des droits de l'homme. Les familles des personnes disparues s'adressent donc fréquemment au *National Iraqi Assistance Center*, à Bagdad, pour essayer de retrouver leurs proches.<sup>120</sup> Selon la Commission parlementaire irakienne des droits de l'homme, la torture est beaucoup pratiquée dans les prisons du pays.<sup>121</sup> L'administration pénitentiaire est considérée comme corrompue et dominée par des groupes d'intérêt.<sup>122</sup> Au mépris de la loi irakienne, les prisons sont administrées par quatre ministères différents (ministère de la Justice, de l'Intérieur et de la Défense, ainsi que le ministère du Travail et des Affaires sociales).<sup>123</sup>

Les soldats américains, incompétents en matière de justice pénale, peuvent librement décider d'une incarcération. Au cours de réunions secrètes, l'armée contrôle ensuite les listes de détenus. Ni les prisonniers ni leurs avocats ne sont entendus. En outre, n'importe qui peut être incarcéré pendant deux ans et sans inculpation dans les prisons américaines, notamment au *Camp Bucca*, dans le sud de l'Irak, ou au *Camp Cropper*, près de Bagdad). Des prisonniers y ont trouvé la mort de manière mystérieuse, début avril 2007. Les causes des décès ne sont pas communiquées.<sup>124</sup>

**La débaathification.** Outre le licenciement de 120'000 fonctionnaires, la condamnation à mort de Saddam Hussein, prononcée en décembre 2006, après une procédure contraire aux standards internationaux, peut être considérée comme l'événement clé de la débaathification. Il semblerait toutefois que les licenciements des anciens membres du parti Baas, fonctionnaires de l'administration et des services de sécurité, soient aujourd'hui progressivement annulés. En août 2006, dix mille d'entre eux ont été réintégrés, dont 8'000 aux ministères de l'Intérieur et de la Défense et 1'800 au ministère de l'Information.<sup>125</sup> En novembre 2006, la Commission parlementaire de débaathification (*Supreme National Commission for de-Baathification*) a rédigé un

<sup>116</sup> Michael Moss, *Country in tatters has a legal system to match*, IHT, 18 décembre 2006 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; IRIN, *Judicial system far from independent*, 10 octobre 2006 ; IRIN, *Justice delayed as lawyers live under threat*, 30 avril 2007.

<sup>117</sup> Michael Moss, *Country in tatters has a legal system to match*, IHT, 18 décembre 2006 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>118</sup> Amnesty International, *Iraq : Unjust and unfair : The death penalty in Iraq*, 20 avril 2007.

<sup>119</sup> Inga Rogg, *Uno zählt 2006 über 34'000 zivile Tote im Irak / Pour 2006, l'ONU compte 34'000 civils tués en Irak*, NZZ, 17 janvier 2007 ; *18'000 Iraker in US-Gefangenschaft / 18'000 Irakiens détenus par les Américains*, NZZ, 17 avril 2007.

<sup>120</sup> Damien Cave, *Iraqis hunt for traces of missing*, IHT, 19 mars 2007.

<sup>121</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 21 novembre 2006.

<sup>122</sup> Damien Cave, *Iraqis hunt for traces of missing*, IHT, 19 mars 2007.

<sup>123</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>124</sup> Michael Moss, *Country in tatters has a legal system to match*, IHT, 18 décembre 2006 ; Damien Cave, *U.S. officer accused of aiding enemy*, IHT, 27 avril 2007.

<sup>125</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 29, 11 août 2006.

projet de loi visant à autoriser la réintégration au service public de milliers d'anciens cadres du parti Baas. Des 30'000, puis 10'302 fonctionnaires, seuls 1'500 cadres supérieurs ne retrouveront définitivement pas leurs postes. 3'000 autres ne seront pas réengagés, mais recevront une pension. En mars 2007, le projet a été présenté devant le Parlement. Il fait partie de la stratégie visant à obtenir des Sunnites qu'ils renoncent à leur lutte contre le gouvernement. Après la dissolution officielle du parti Baas, en mai 2003, et la mise en place de la ligne dure contre ses anciens membres, des hauts gradés de l'armée et des milliers d'enseignants ont été réintégrés dans leurs fonctions avec l'accord tacite des Américains.<sup>126</sup>

**Compensations financières.** L'armée américaine paie « l'argent du sang » aux familles dont les proches ont été tués au cours de ses opérations. Elle verse aussi des compensations financières à toutes les personnes arrêtées par erreur et dont les logements ont été détruits.<sup>127</sup> Jusqu'au 30 juin 2007, les personnes dépossédées de leur terre pour des raisons politiques ou ethniques pouvaient faire valoir leur droits de restitution auprès d'une commission (*Commission for the Resolution of Real Property Disputes* CRRPD, nommée auparavant *Iraqi Property Claims Commission*).<sup>128</sup> Cette même commission traite également des demandes de réparation pour logements, magasins, mosquées, voitures et autres biens détruits par des actes de violence. Le traitement des dédommagements peut toutefois durer jusqu'à deux ans.<sup>129</sup>

**Travail de mémoire.** La *Iraq Memory Foundation* s'est donné pour tâche de documenter l'ensemble des violations des droits humains commises entre 1968 et 2003 par le régime Baas. Depuis 2003, cette fondation est parvenue à réunir plus de onze millions de pages.<sup>130</sup>

## 4.1 Le Kurdistan irakien

Les provinces kurdes ont leur propre système judiciaire. Comme ailleurs, les juges sont choisis en fonction de leur appartenance à tel ou tel parti politique.<sup>131</sup> Toutes les lois adoptées depuis 1992, les jugements prononcés ou les accords passés restent en vigueur.<sup>132</sup> Un des problèmes de la justice kurde est la cohabitation des lois kurdes, irakiennes, tribales et religieuses. Depuis avril 2006, une loi antiterroriste est entrée en vigueur. Elle fixe huit actes criminels entraînant la peine de mort.<sup>133</sup> En septembre de la même année, le Parlement kurde a adopté la réintroduction de la peine capitale.<sup>134</sup> Toujours en septembre, un projet de Constitution kurde a été pré-

<sup>126</sup> *Draft law clears way for Baathists' return*, IHT, 7 novembre 2006 ; Inga Rogg, *Ermittlungen wegen Folter im Irak / Enquête sur la torture en Irak*, NZZ, 8 novembre 2006 ; *57 Iraqi policemen charged with torture*, IHT, 8 novembre 2006.

<sup>127</sup> Ali Fadhil, *Reporting the news at gunpoint*, IHT, 07 septembre 2006.

<sup>128</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>129</sup> IRIN, *Compensation for wartime losses going slow*, 11 octobre 2006 ; IRIN, *Families still await reparations for wartime property losses*, 16 mai 2006.

<sup>130</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Documenting Baathist Abuses*, 10 mai 2006.

<sup>131</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>132</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, 13 janvier 2006.

<sup>133</sup> Amnesty International, *Iraq : Unjust and unfair : The death penalty in Iraq*, 20 avril 2007.

<sup>134</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 13 septembre 2006.

senté qui, outre la revendication de nouveaux territoires, prévoit également *la charia* comme fondement du système judiciaire.<sup>135</sup>

**Les prisons.** Au Kurdistan irakien, il existe des prisons officielles et des lieux de détention secrets. Les prisonniers y sont retenus dans des conditions illégales (détention isolée, interrogatoires musclés ou tortures,<sup>136</sup> trop maigres rations alimentaires,<sup>137</sup> incarcérations au-delà de la durée prononcée). Certains détenus auraient en outre disparu. On y emprisonne les petits criminels, les islamistes, ainsi que les rebelles sunnites pour lesquels il n'existe aucune base légale qui permettrait l'ouverture d'une procédure pénale. Le statut de ces prisonniers est tout à fait comparable à celui des détenus de Guantanamo. Leur nombre est actuellement estimé à 2'500, dont les deux tiers seraient des rebelles.<sup>138</sup> Le CICR a des bureaux dans la région et entretient des contacts avec les autorités kurdes.<sup>139</sup> En avril 2007, une amnistie générale a été prononcée, dont les terroristes, les assassins, les trafiquants de drogue et les falsificateurs de documents officiels ont été exclus.

Au niveau des clans, des tribus ou des familles, des négociations menées sous certaines conditions peuvent permettre de trouver des solutions à des **actes criminels ou d'anciens conflits**. Dans une grande partie de la société kurde, l'influence des tribus reste forte. Au sein d'un clan, on trouve un certain nombre de tribus. Des centaines de familles appartiennent à chacune d'entre elles. Lors d'un conflit, les deux parties signent un accord confirmant que le différend est résolu et que la famille de la victime retire sa plainte. Cette manière d'obtenir une réconciliation étant de plus en plus demandée, les partis kurdes ont créé des « bureaux sociaux » chargés de traiter les cas pouvant relever de cette « juridiction ». De nombreux meurtres ou conflits armés entre tribus ont ainsi été réglés en dehors des tribunaux.<sup>140</sup> La riche famille du meurtrier d'une femme, condamné à perpétuité en 2002, a par exemple payé un dédommagement de 170'000 dollars à la famille lésée.<sup>141</sup>

---

<sup>135</sup> AINA, *We Say No to a Medieval Kurdish Constitution*, 13 avril 2007. Source : [www.aina.org/news/2007041395559.htm](http://www.aina.org/news/2007041395559.htm).

<sup>136</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 19 octobre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 4 septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 2 août 2006.

<sup>137</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 19 octobre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 4 septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 2 août 2006.

<sup>138</sup> *In Kurdish custody with no trial in sight*, IHT, 27 décembre 2006.

<sup>139</sup> *In Kurdish custody with no trial in sight*, IHT, 27 décembre 2006.

<sup>140</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Keeping Faith With Tribal Justice*, 21 juin 2005 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Above the Law*, 16 mars 2007.

<sup>141</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Women Fear Killer's Release*, 27 juillet 2006.

## 5 Situation des droits humains

Dans le climat d'anarchie et de violence qui règne en Irak, la plupart des violations des droits de l'homme commis par certains acteurs gouvernementaux et autres responsables, ne font l'objet d'aucune poursuite.<sup>142</sup>

**Violations des droits humains par les acteurs du gouvernement.** Les forces nationales de sécurité, comme les milices de partis et les membres du Parlement irakien, sont responsables d'innombrables et de très graves violations des droits humains.<sup>143</sup> La torture et d'autres traitements barbares et avilissants sont couramment pratiqués par certains acteurs du gouvernement, ou encore par des groupes qui opèrent avec l'accord tacite des autorités. En octobre 2006, Moqtada Al-Sadr a personnellement et publiquement appelé son armée de Mahdi à faire cesser les expulsions des familles.<sup>144</sup>

**Les femmes.** Les structures tribales, ainsi que l'asservissement social et familial qu'elles subissent, empêchent les femmes de vivre dans la sécurité et rendent leurs conditions de vie très difficiles. Depuis 2003, la pression qui s'exerce sur elles en matière de codes vestimentaires et de comportement auxquels elles doivent se plier, s'est encore accrue dans le centre et le sud de l'Irak.<sup>145</sup> Depuis mars 2003, des milliers de femmes ont été enlevées.<sup>146</sup> Les menaces et insultes, les viols, dont même les forces irakiennes de sécurité se rendent coupables,<sup>147</sup> la violence domestique,<sup>148</sup> les mariages forcés, le mariage des mineures,<sup>149</sup> les mariages temporaires,<sup>150</sup> les mariages arrangés<sup>151</sup> et les crimes d'honneur se multiplient. Par crainte justement des crimes de sang, les femmes cachent les viols dont elles sont victimes.<sup>152</sup> Pour les protéger de leurs familles ou des trafiquants d'êtres humains, on les place en détention. Pour obtenir un passeport, elles doivent avoir depuis peu l'accord d'un membre masculin de leur famille.<sup>153</sup> Dans ce climat de violence et de pauvreté galopante, les femmes et les jeunes filles irakiennes sont vendues comme esclaves du sexe,<sup>154</sup> ou

<sup>142</sup> Amnesty International, Rapport annuel 2006, 23 mai 2006 ; HRW, *World Report – Iraq*, janvier 2007 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; UNAMI, *Human Rights Report*, 31 mars 2007 ; UK Home Office, *Country of Origin Information Report : Iraq*, 30 avril 2007.

<sup>143</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 24 juillet 2006.

<sup>144</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 17 octobre 2006 ; IRIN, *Respect for human rights still a dream*, 10 décembre 2006.

<sup>145</sup> IRIN, *Acid attacks on « immodest » women on the rise*, 4 juillet 2005 ; IRIN, *Focus on increasing cases of abused women*, 14 septembre 2005 ; IRIN, *Women were more respected under Saddam, say women's groups*, 13 avril 2006 ; IRIN, *Women attacked for removing headscarves, NGO says*, 7 mars 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Political Representation Key Issue for Women*, 4 mai 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Women Lawyers Gaining Ground*, 22 décembre 2006 ; IRIN, *Minorities living tormented days under sectarian violence*, 4 janvier 2007.

<sup>146</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 9 mars 2006 ; IRIN, *NGOs' report puts kidnappings this year at 20,000*, 20 avril 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 28 juin 2006.

<sup>147</sup> IRIN, *Activists call on army, police to respect women's rights*, 8 février 2006 ; IRIN, *Local NGO warns of rising cases of sexual abuse*, 14 juin 2006 ; IRIN, *Luana Martiri, Iraq « I discovered I was made pregnant by a rapist »*, 7 février 2007.

<sup>148</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Sad Fate of Battered Women*, 7 juillet 2006.

<sup>149</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Downside of Iraqi Marriage Boom*, 21 août 2006.

<sup>150</sup> IRIN, *Women's groups blast « temporary » marriages*, 23 janvier 2006.

<sup>151</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Brides Pay High Price*, 16 mars 2007.

<sup>152</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Rape Victims Suffer in Silence*, 3 août 2005.

<sup>153</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>154</sup> IRIN, *IRAQ-SYRIA-UNITED ARAB EMIRATES : Sex traffickers target women in war-torn Iraq*, 26 octobre 2007.

sont contraintes de se prostituer.<sup>155</sup> Actuellement, les veuves ne peuvent espérer aucune aide sociale comme avant 2003.<sup>156</sup> Nombre d'entre elles, à qui leur famille interdit de se remarier, vivent dans des conditions très dures et dans la solitude.<sup>157</sup>

**Les enfants** sont particulièrement touchés par la violence. Ils sont vendus, kidnappés et ensuite libérés contre le versement d'une rançon. Ils sont aussi victimes des terroristes ou contraints de le devenir eux-mêmes. Pour contribuer aux besoins de la famille, les enfants travaillent de plus en plus fréquemment pour des groupes armés. Les enfants handicapés ne reçoivent aucune aide de l'Etat. Ils sont même parfois vendus à des terroristes qui les utilisent comme kamikazes ou comme espions.<sup>158</sup> Chassées ou expulsées de chez elles, les familles sont souvent séparées ; les épreuves qu'elles ont à supporter sont énormes.<sup>159</sup> Les enfants doivent de plus en plus souvent travailler ou mendier pour que leurs familles puissent vivre ou eux-mêmes survivre.<sup>160</sup> Les orphelins manquent de protection, de nourriture et de soins médicaux.<sup>161</sup>

Depuis 2003, **des membres de minorités ethniques et/ou religieuses**<sup>162</sup> ont été délibérément menacés, ou encore enlevés et assassinés.<sup>163</sup> L'appartenance religieuse des Irakiens est indiquée dans leurs papiers d'identité (*identity card*).<sup>164</sup> Dans certaines régions, les membres des minorités religieuses ne bénéficient pas de la protection qu'offrent les clans ou les tribus. Ils sont donc une cible facile pour les criminels de toutes sortes. Les enlèvements avec paiement de rançon sont par exemple monnaie courante à leur égard.<sup>165</sup> C'est pourquoi de nombreux Chrétiens

<sup>155</sup> IRIN, *Nafisa Ridwan, Iraq – « Mine is a dirty and miserable life »*, 21 mai 2007.

<sup>156</sup> IRIN, *Widow numbers rise in wake of violence*, 26 avril 2006.

<sup>157</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Remarriage a Social Taboo for Widows*, 19 janvier 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Anfal Widows' Sad Fate*, 13 avril 2006.

<sup>158</sup> IRIN, *Children living without limbs lack support*, 4 février 2007 ; IRIN, *Mentally handicapped children used in attacks*, 10 avril 2007.

<sup>159</sup> IRIN, *Traumatized young Iraqis turn increasingly to hard drugs*, 11 octobre 2005 ; *Children's mental health affected by insecurity, say specialists*, 7 février 2006 ; IRIN, *Increased protection for children following attacks*, 5 mars 2006 ; IRIN, *Displaced children suffer depression and poor health*, 27 juin 2006 ; IRIN, *Concern over reports of child trafficking*, 29 juin 2006 ; IRIN, *Insecurity, under-funding threaten children's health in Basra*, 9 juillet 2006 ; IRIN, *Children have been the main victims of war*, 19 novembre 2006 ; IRIN, *Stress of violence leads to more suicides*, 27 décembre 2006 ; *Children lured into drugs and prostitution*, 12 février 2007 ; IRIN, *Sectarian violence shows no mercy to children*, 1er mars 2007 ; IRIN, *Drug abuse among children on the rise*, 9 mai 2007 ; IRIN, *Poverty drives children to work for armed groups*, 10 mai 2007 ; IRIN, *Majdy Imad, Iraq « I can't stand the life of an orphan anymore »*, 13 mai 2007 ; IRIN, *Child mortality soars because of violence, poor health care*, 15 mai 2007.

<sup>160</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Child Labour Fears*, 20 avril 2006 ; IRIN, *NGO warns of rising rates of child labour*, 15 juin 2006 ; IRIN, *Street children face hunger and abuse*, 26 décembre 2005 ; IRIN, *Child beggars proliferate in Baghdad*, 11 février 2007.

<sup>161</sup> IRIN, *Ministry copes with rising numbers of orphaned children*, 18 avril 2006.

<sup>162</sup> Parmi les minorités religieuses d'Irak, on compte les Chaldéens catholiques (catholiques de rites orientaux), les Assyriens (église d'Orient) les Syriens (église orthodoxe orientale), les Sabéens gnostiques (Mandéens), les Ahl-e-Haqq, les Arméniens (église catholique romaine, orthodoxe orientale), les Yézides monothéistes, les Baha'is et les Heréens. Les Yézides, les Juifs, les Sabéens, les Baha'is et les Ahl-e-Haqq ont, semble-t-il, tous déjà quitté l'Irak et se sont installés dans les territoires kurdes. Les Turkmènes représentent la plus grande communauté musulmane. Elle est composée des Sunnites et des Chiites. Les Kurdes faili sont Chiites, de même que la majorité des Shabaks. Cf. : Minority Rights Group International, *Assimilation, Exodus, Eradication. Iraq's minority communities since 2003*, février 2007. Source : [www.minorityrights.org](http://www.minorityrights.org).

<sup>163</sup> U.S. Department of State, *International Religious Freedom Report 2006*, 15 septembre 2007.

<sup>164</sup> RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 9, No 25*, 17 juillet 2006.

<sup>165</sup> Minority Rights Group International, *Assimilation, Exodus, Eradication :Iraq's minority communities since 2003*, février 2007. Source : [www.minorityrights.org/admin/Download/pdf/MRGIraqReport.pdf](http://www.minorityrights.org/admin/Download/pdf/MRGIraqReport.pdf) ;

sont partis s'installer dans les provinces kurdes.<sup>166</sup> En avril 2007, vingt-trois Yézides ont été abattus à Mossoul. Au total, depuis 2003, 204 d'entre eux ont été tués.<sup>167</sup> Les Bahai's subissent les discriminations du gouvernement et n'obtiennent par exemple pas de documents d'identité, pourtant indispensables pour inscrire leurs enfants à l'école, faire une demande de passeport ou prouver leur nationalité. Les Kurdes failli (chiites) peuvent rentrer chez eux et sont bien intégrés. Selon la nouvelle loi sur la nationalité irakienne, il est impossible aux Juifs de récupérer la nationalité irakienne qu'on leur avait retiré.<sup>168</sup> Dans certaines régions, les Sunnites et les Chiites sont victimes d'expulsions ou d'agressions ciblées.<sup>169</sup>

Dans les territoires où ils sont peu nombreux, **des membres des groupes et/ou minorités ethniques** ont été discriminés, menacés, ou encore enlevés et assassinés de manière ciblée.<sup>170</sup> Dans la région de Kirkouk, les Turkmènes et les Arabes sont de plus en plus exposés aux intimidations et arrestations par les services secrets et les forces kurdes de sécurité.<sup>171</sup> En avril 2007, le Cabinet irakien a décidé de déplacer des milliers d'Arabes qui, en guise de compensation, devraient recevoir 15'000 dollars, ainsi qu'un lopin de terre dans leurs régions d'origine.<sup>172</sup> A Kirkouk, cette résolution est en cours d'application. Quelque 8'000 familles arabes ont en outre annoncé leur volonté de rentrer dans leurs communes d'origines avec l'aide du gouvernement.<sup>173</sup>

**Les couples mixtes.** Jusqu'en 2003, les mariages entre Sunnites et Chiites ou entre Kurdes sunnites et Arabes étaient fréquents. Aujourd'hui, la violence qui règne entre les groupes ethniques et religieux rend extrêmement difficile la vie des couples mixtes. Leurs familles, les autorités religieuses, les terroristes et les milices cherchent à les contraindre au divorce.<sup>174</sup> Les couples déplacés internes fuient la plupart du temps dans la région d'origine du mari, ce qui peut mettre en grand danger la vie de l'épouse, sunnite ou chiite.<sup>175</sup> En Irak, les enfants des couples binationaux, dont la mère est irakienne, n'ont pas les mêmes droits que les enfants dont les deux parents sont irakiens.<sup>176</sup>

---

IRIN, *Minorities living tormented days under sectarian violence*, 4 janvier 2007 ; IRIN, *Minority communities look abroad for asylum*, 13 juin 2006.

<sup>166</sup> RFE, *Christians in Iraq facing threats from all sides*, 5 juillet 2005 ; IRIN, *Sectarian tensions on the rise*, 30 janvier 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 30 janvier 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Kirkouk Christians Fear Rising Violence*, 17 mai 2006 ; UNHCR, *Information de fond sur la situation de la population chrétienne en Irak*, juin 2006 ; IRIN, *IRAQ-SYRIA : Threats force Iraqi Christians to flee to Syria*, 15 octobre 2006 ; IRIN, *Christians live in fear of death squads*, 19 octobre 2006 ; UNHCR, *Prise de position sur la situation des chrétiens en Irak*, 6 février 2007 ; IRIN, *Baghdad Christians flee as violence against them mounts*, 3 mai 2007 ; The Daily Telegraph, *Christians fleeing Iraq after death threats*, 8 mai 2007 ; Paul Isaac, *The assault on Assyrian Christians*, IHT, 9 mai 2007.

<sup>167</sup> IRIN, *Yazidi minority demands protection after killings*, 23 avril 2007.

<sup>168</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>169</sup> Kirk Semple, *Displaced of Iraq try to go home*, IHT, 23 mars 2007.

<sup>170</sup> IRIN, *Government gives out cash to returning families*, 12 avril 2007.

<sup>171</sup> Reuters, *UNO warnt vor Krise in Kirkouk / L'ONU met en garde contre une crise à Kirkouk*, NZZ, 17 janvier 2007.

<sup>172</sup> Inga Rogg, *Arabische Siedler sollen Kirkouk verlassen / Les colons arabes doivent quitter Kirkouk*, NZZ, 3 avril 2007.

<sup>173</sup> IRIN, *Relocation of Arabs from Kirkouk could trigger violence*, 3 avril 2007 ; IRIN, *Arabs leave Kirkouk ahead of referendum*, 26 février 2007.

<sup>174</sup> IRIN, *Sectarian violence forces mixed couples to divorce*, 8 novembre 2006.

<sup>175</sup> IRIN, *Mixed marriages confront sectarian violence*, 6 avril 2006.

<sup>176</sup> IRIN, *Children of mixed marriages protest official discrimination*, 12 décembre 2005.

**Discriminations à l'embauche et au salaire.** L'appartenance à un groupe politique, religieux et/ou ethnique, ainsi que la loyauté à l'égard de celui-ci, sont des facteurs décisifs pour obtenir un emploi et par conséquent disposer d'une source de revenus.<sup>177</sup>

**Les déplacés internes** (*internally displaced persons* IDPs).<sup>178</sup> Les déplacements internes sont délibérément provoqués par des lettres de menaces, des insultes sur les façades des maisons, la terreur téléphonique, ou encore des images d'assassinats transmises par téléphone mobile. Ces méthodes ont été utilisées en 2004 et 2005 pour chasser les Kurdes de Mossoul et depuis février 2006, de plus en plus souvent, dans tout le centre et le sud de l'Irak.<sup>179</sup> Les enfants souffrent psychologiquement de la violence omniprésente et ne peuvent même pas aller à l'école. C'est pourquoi certaines familles de la région quittent aussi leurs villages sans avoir été menacées.<sup>180</sup> Dans le centre de l'Irak, il arrive parfois que des familles sunnites ou chiites, contraintes de quitter leur région pour s'installer dans des territoires à population plus homogène, échangent leurs maisons entre elles.<sup>181</sup> Dans le cadre des plans de sécurité, le gouvernement paie aux IDP de Bagdad un montant d'environ 800 dollars pour qu'ils rentrent dans leur région d'origine. Ceux qui détiennent leurs biens ont quinze jours pour les restituer ou pour prouver qu'ils sont en droit de les posséder.<sup>182</sup> Certaines maisons de familles déplacées ont été illégalement vendues à des tiers au moyen de documents falsifiés. Ayant acheté en toute bonne foi, les nouveaux propriétaires refusent donc d'en partir.<sup>183</sup> Par crainte de représailles, certaines provinces et communautés s'opposent en outre à l'accueil des déplacés internes.<sup>184</sup>

Depuis février 2006, plus de 800'000 Irakiens ont été déplacés à l'intérieur du pays. Avec ceux qui avaient déjà subi le même sort auparavant, le nombre de déplacés internes en Irak s'élève aujourd'hui à environ deux millions de personnes. La plupart d'entre eux ne peuvent louer que de misérables logements ou s'installer chez des amis ou dans leurs familles, ce qui pèse lourd sur l'ensemble des capacités d'accueil. D'autres trouvent refuge dans des fabriques, des écoles ou des casernes désaffectées. Seul un pourcent des nouvelles personnes déplacées est accueilli dans des camps de réfugiés.<sup>185</sup> Aujourd'hui, les organisations d'aide humanitaire ne sont plus en mesure de les prendre en charge.<sup>186</sup> Pour des raisons administratives, 150'000 d'entre elles n'ont pas accès au système public d'approvisionnement en nourriture (*Public Distribution System* PDS). Les cartes d'alimentation sont en effet

<sup>177</sup> IRIN, *Respect for human rights still a dream*, 10 décembre 2006.

<sup>178</sup> IDMS, *Iraq : a displacement crisis. A profile of the internal displacement situation*, 31 mars 2007.

<sup>179</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 16, 21 avril 2006.

<sup>180</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 10, No 13, 17 avril 2007

<sup>181</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Iraqi House-Swap Business*, 12 janvier 2007.

<sup>182</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 20 février 2007 ; IRIN, *Government gives out cash to returning families*, 12 avril 2007.

<sup>183</sup> IRIN, *Displaced families fall victim to house sale scams*, 2 mai 2007.

<sup>184</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 10, No 13, 17 avril 2007 ; IRIN, *Violence hampering efforts to tackle IDPs*, 3 mai 2007.

<sup>185</sup> IOM, *Emergency needs assessment : Post 2006 displacement – Central and Southern 15 Provinces*, 3 mai 2007.

<sup>186</sup> IRIN, *Aid agencies cannot cope with displacement, says UNHCR*, 9 janvier 2007 ; IRIN, *Displaced urge Iraqi Red Crescent to return*, 8 janvier 2007 ; IRIN, *Violence hampering efforts to tackle IDPs*, 3 mai 2007.

valables pour une seule région et ne peuvent pas être modifiées par le ministère du Commerce, à Bagdad.<sup>187</sup>

**Les personnes ayant suivi une formation académique ou professionnelle, ainsi que les employés du secteur public.** Une des stratégies des terroristes pour affaiblir les infrastructures de l'Etat et les services publics est de procéder à l'épuration, en partie systématique, de celles et ceux qui ont bénéficié d'une formation académique ou professionnelle. Ces derniers sont délibérément menacés, torturés, ou enlevés et assassinés. Quarante pourcent de tous les spécialistes irakiens auraient quitté le pays. Les personnes qui disposent d'un revenu régulier ou élevé, parmi elles, des hauts fonctionnaires ou des entrepreneurs, sont fréquemment victimes d'enlèvements. Les demandes de rançon varient ensuite entre 20'000 et 250'000 dollars.<sup>188</sup> Dans le centre et le sud de l'Irak, des commerçants (de journaux), des boulangers, des collaborateurs de la voirie ou des propriétaires de boutiques sont régulièrement menacés ou assassinés de manière ciblée.<sup>189</sup> Depuis 2003, les enseignants, professeurs et scientifiques sont également les victimes ciblées d'enlèvements ou de meurtres en raison de leur ancienne appartenance au parti Baas, ou encore pour paralyser le secteur de l'éducation.<sup>190</sup> Les attentats menés contre des lieux d'enseignement ont fait de nombreux morts et blessés.<sup>191</sup> Même les étudiants, mécontents de leurs notes, n'hésiteraient plus à tuer leurs professeurs. Dans les écoles et les universités, les tentatives d'intimidation sont quotidiennes. Dans nombre d'entre elles, il manque aujourd'hui des professeurs, ceux-ci ayant quitté le pays par milliers<sup>192</sup> ou déménagé dans les territoires kurdes.<sup>193</sup> Les médecins et infirmières sont également victimes d'enlèvements et d'assassinats.<sup>194</sup> En mars 2006, le ministère de la Santé a communiqué que tous les médecins pouvaient quitter l'Irak contre le dépôt d'une caution de trois millions de dinars irakiens. Pour les empêcher de sortir du pays, les jeunes universitaires ne reçoivent plus leurs diplômes, mais en contrepartie, on leur autorise le port d'armes pour qu'ils puissent se défendre.<sup>195</sup>

<sup>187</sup> IRIN, *Thousands without food and supplies due to failing distribution system*, 16 avril 2007.

<sup>188</sup> IRIN, *Professionals are new targets of kidnapers*, 10 avril 2006.

<sup>189</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Sunni Group Forces Boycott of Iranian Goods*, 10 mai 2006 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; IRIN, *Decline in municipal services boosts violence and disease*, 25 avril 2007.

<sup>190</sup> IRIN, *Braving threats, shrinking handful of professionals stay in country*, 9 novembre 2005 ; IRIN, *Activists call for protection of academics*, 15 janvier 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 29 mars 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 6 avril 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 20 avril 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 16 et 17 mai 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Iraqi Schools Hit by Insurgency*, 31 mai 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 29 juin 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 9 août 2006 ; IRIN, *Threatened teachers fleeing the country*, 24 août 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 6 septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Mossoul Militants Attack Female Teachers*, 13 octobre 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Best Minds Join Iraqi Exodus*, 10 novembre 2006 ; IRIN, *Minister closes universities following mass kidnapping*, 14 novembre 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report, Vol 9, No 41*, 24 novembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 07 décembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 19 janvier 2007 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 2 février 2007 ; *Voices of Iraq, Gunmen execute two teachers before pupils' eyes in Diala*, 8 mai 2007.

<sup>191</sup> NZZ, 17 janvier 2007.

<sup>192</sup> Inga Rogg, *Massenentführungen in Bagdader Forschungsinstitut / 150 scientifiques enlevés dans un institut de recherche de Bagdad*, NZZ, 15 novembre 2006 ; IRIN, *Hassan Khalid Hayderi, Iraq « Either you give us good marks or you will die »*, 5 avril 2007.

<sup>193</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Kurdistan Bolstered by Influx of Arab Academics*, 20 janvier 2007.

<sup>194</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Insurgents Target Doctors*, 12 juillet 2005 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 27 avril 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 22 juin 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report, Vol 9, No 38*, 27 octobre 2006 ; IRIN, *Neglected nurses fight their own war*, 19 novembre 2006 ; IRIN, *Armed groups occupy hospitals and kidnap doctors*, 13 février 2007.

<sup>195</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 8 mars 06.

**Des intellectuels, des artistes, des comédiens, des chanteurs et des sportifs** sont délibérément agressés et tués par des terroristes et des milices. Depuis 2005, quatre-vingt artistes ont ainsi trouvé la mort. On rapporte également que les intellectuels ne seraient plus en sécurité non plus en Syrie, ou en Jordanie. Leurs détracteurs, que ce soit pour des motifs politiques ou criminels, les feraient en effet poursuivre et abattre par des tueurs à gages.<sup>196</sup> En 2006, des sportifs et entraîneurs d'origine sunnite ou chiite ont également été enlevés et assassinés.<sup>197</sup>

**Des journalistes et commerçants de journaux** ont été menacés et même tués par des terroristes ou par les forces armées et certains membres de l'armée américaine. Depuis 2003, plus de 150 journalistes et travailleurs des médias ont été assassinés, quarante-huit journalistes enlevés.<sup>198</sup> Il leur est légalement interdit d'écrire des articles qui s'en prendraient aux employés du service public. Au Kurdistan irakien, quasiment tous les médias sont financés et contrôlés par les grands partis (comme dans d'autres régions d'Irak) où la presse est muselée et sous forte pression.<sup>199</sup> Des commerçants de journaux sont par exemple agressés ou assassinés s'ils ne cessent pas de vendre des publications sunnites.<sup>200</sup>

**Les personnes très exposées, en particulier celles qui collaborent avec les forces de la coalition**, ou sont soupçonnées de le faire, sont terrorisées, menacées de mort et victimes d'attentats ciblés. Parmi elles, on compte surtout des intellectuels irakiens de renom, des personnalités de la vie publique, des médecins, des avocats, des employés d'administration, des magistrats, des chefs de partis politiques, d'anciens notables et membres moins importants du parti Baas qui, de l'avis d'autres ex-membres du même parti, ont retourné leur veste, ainsi que des militants des droits de l'homme qui révèlent les crimes de l'ancien régime baasiste.

**Des fonctionnaires et employés des organismes gouvernementaux**, y compris des Sunnites, ont été agressés, voire enlevés et assassinés. Certains Sunnites qui travaillent sur mandat du gouvernement, ou plus simplement, effectuent des réparations de conduites d'eau et d'électricité dans les secteurs à majorité sunnite, ont été la cible de plusieurs meurtres. Les collaborateurs chiites et sunnites du gouvernement refusent d'ailleurs toute activité dans les territoires sunnites.<sup>201</sup>

**Des juges, des avocats, des inspecteurs et des collaborateurs de services d'enquête, ainsi que leurs familles** ont subi des menaces, des enlèvements et des

<sup>196</sup> IRIN, *Artists become targets in rising atmosphere of intolerance*, 24 avril 2006 ; Karin Wenger, *Hoffnung, das unbekannte Wort / L'espoir, ce mot inconnu*, NZZ, 12 et 13 mai 2007.

<sup>197</sup> IRIN, *Athletes targeted for sectarian, religious reasons*, 9 juin 2006. *Coaches in Iraq also targets of kidnappings*, IHT, 2 novembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 7 février 2007.

<sup>198</sup> IRIN, *Local journalists call for increased protection*, 28 février 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, A Dangerous Occupation*, 4 mai 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 9, No 30*, 25 août 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Iraq : Shooting the Messenger*, 6 septembre 2006 ; IRIN, *Fighting swords with pens*, 27 novembre 2006 ; IRIN, *Renewed calls for media protection*, 9 avril 2007 ; *Bekannte Journalistin in Bagdad ermordet / Journaliste connue assassinée à Bagdad*, NZZ, 30 avril 2007 ; *Sieben tote bei Angriff auf Kleinbus im Irak / Sept morts dans l'attaque d'un minibus en Irak*, NZZ, 22 mai 2007.

<sup>199</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Journalists Seen as Enemies*, 1er février 2007.

<sup>200</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Baghdad Paper Sellers Risk Wrath of Militants*, 17 août 2007.

<sup>201</sup> Allisa J. Rubin, *Shattered lives of Baghdad's Sunnis*, IHT, 27 mars 2007 ; IRIN, *Insecurity and lack of funds prevent cleansing of polluted sites*, 19 avril 2007.

assassinats.<sup>202</sup> Plus de 210 avocats et juges ont ainsi trouvé la mort depuis 2003. Des centaines d'entre eux ont en outre quitté l'Irak.<sup>203</sup> Certains collaborateurs et inspecteurs de la *Commission on Public Integrity* (commission anticorruption), ainsi que des témoins et leurs familles ont été menacés et terrorisés, voire même tués.<sup>204</sup>

**Des témoins de violations des droits humains** ont été menacés, ou encore kidnappés et assassinés. Des attentats ont été commis contre des témoins au procès de Saddam Hussein.<sup>205</sup> Les personnes qui avaient déposé au cours de procédures pour corruption, ainsi que leurs familles, ont également été menacées, ou enlevées et assassinées.<sup>206</sup>

**Les forces nationales de sécurité et les entreprises privées de sécurité.** De 2004 à 2006, quelque 4'000 policiers ont été tués et 8'000 blessés.<sup>207</sup> Les familles des proches des forces armées risquent également les enlèvements ou les attentats ciblés.<sup>208</sup> En mars 2006, cinquante collaborateurs de l'entreprise privée de sécurité *Al-Rawaq Security Company* ont été kidnappés à Bagdad.

**Des hommes politiques** de tous les partis ont fait l'objet de menaces, ou ont été enlevés et assassinés.<sup>209</sup>

**Des collaborateurs des ONG et des organisations d'entraide** ont été la cible de menaces, d'enlèvements et de meurtres. Même le ministère des Affaires Civiles (MoSCA) a fait usage d'intimidations ciblées à leur égard. Dans les territoires kurdes, presque toutes les ONG importantes sont liées d'une manière ou d'une autre aux grands partis politiques.<sup>210</sup> Certains groupes considèrent les membres des organisations d'entraide comme des ennemis ou comme collaborateurs à la solde de l'Occident.<sup>211</sup>

**Des organisations et militants des droits humains** ont été agressés, ou encore enlevés et assassinés. Les organisations irakiennes des droits de l'homme s'appuient sur certains partis politiques ou groupes ethniques / religieux et organisent leurs activités en conséquence. Après avoir été enlevé, le président de l'*Iraq Human Rights Society* a définitivement disparu.<sup>212</sup>

<sup>202</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; IRIN, *Lawyers killed for defending cases « against Islam »*, 16 août 2006.

<sup>203</sup> IRIN, *Justice delayed as lawyers live under threat*, 30 avril 2007.

<sup>204</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>205</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 24 août 2006.

<sup>206</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>207</sup> 30 Aufständische im Südirak getötet / 30 rebelles tués dans le sud de l'Irak, NZZ, 09 octobre 2006.

<sup>208</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Perils of Policing Iraq*, 3 novembre 2006.

<sup>209</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Sunnis Fight Off Insurgents*, 1er décembre 2006 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; Inga Rogg, *Die Vorzeigestadt von General Petraeus im Griff der Angst / La cité modèle du général Petraeus dans l'état de la peur*, NZZ, 8 mars 2007.

<sup>210</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>211</sup> IRIN, *Aid workers remain under threat, say NGO officials*, 26 mars 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 18 septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 18 décembre 2006 ; IRIN, *Delivery of aid still a problem four years after US invasion*, 21 mars 2007 ; IRIN, *Fae'ek Ahmed, Iraq, « Helping people can be dangerous »*, 25 mars 2007 ; IRIN, *Fleeing relief workers leave gap in aid delivery*, 2 avril 2007.

<sup>212</sup> IRIN, *Respect for human rights still a dream*, 10 décembre 2006 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; Inga Rogg, *Die Vorzeigestadt von*

**Des homosexuels** ont été victimes de ce qu'on appelle des crimes d'honneur, commis par des membres de leurs familles. Ils sont socialement discriminés et exposés aux homicides, et délibérément pourchassés par les milices chiites. Le gouvernement ne leur accorde aucune protection, même à leur demande. Pour des raisons de sécurité, les représentants de leurs intérêts sont contraints de se cacher. Des tribunaux religieux auraient condamné à mort et exécuté des homosexuels. La nouvelle Constitution irakienne garantit certes protection en cas de discriminations sexuelles, mais ne mentionne pas explicitement l'homosexualité.<sup>213</sup> Selon la loi islamique, les actes homosexuels constituent un délit qui peut être puni par la peine de mort. Conformément à la Constitution irakienne, l'Islam est la religion officielle du pays et le fondement de la justice. On ne sait donc pas jusqu'à quel point et dans quels cas la *charia* est réellement appliquée.<sup>214</sup>

**Les personnes porteuses du virus ou atteintes du sida** font l'objet de nombreuses discriminations et d'agressions. Elles sont aussi régulièrement menacées ou assassinées.<sup>215</sup>

**Recrutements de force.** Une des stratégies des terroristes consiste à obtenir la collaboration de certaines personnes par l'argent ou par la force, c'est-à-dire la menace de tuer leurs proches. Celles qui résistent ou s'adressent aux forces de sécurité sont mutilées ou tuées.<sup>216</sup> Les enfants et les jeunes sont de plus en plus souvent recrutés de force par des groupes armés.<sup>217</sup>

**Les personnes disparues.** Depuis début 2003, 15'000 personnes au moins ont disparu sans laisser de traces. Le mandat principal du *National Centre for Missing and Disappeared Persons* (NCMDP), ouvert en février 2005, devait être de faciliter les recherches de personnes disparues après 1978, mais aujourd'hui, le centre s'occupe surtout des disparitions intervenues après 2003. Au quotidien, les familles en quête de leurs proches ne reçoivent quasiment aucune aide de l'Etat.<sup>218</sup>

**D'anciens membres du parti Baas** ont fait l'objet de menaces ciblées, ou encore d'enlèvements et de meurtres.<sup>219</sup>

**Les réfugiés en Irak** sont menacés ou agressés, enlevés et assassinés. Avant la chute du régime, en 2003, de nombreux réfugiés, originaires de Palestine, de Syrie, d'Iran et d'autres pays, vivaient déjà en Irak.<sup>220</sup> Les Kurdes iraniens sont aujourd'hui

---

General Petraeus im Griff der Angst / *La cité modèle du général Petraeus dans l'état de la peur*, NZZ, 8 mars 2007.

<sup>213</sup> IRIN, *Male homosexuality still a taboo*, 5 février 2006 ; IRIN, *Professionals are new targets of kidnapers*, 10 avril 2006 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; IRIN, *Sexual cleansing – Gov't denies gays are targets of killings*, 16 avril 2007.

<sup>214</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Baghdad Gays Fear for Their Lives*, 20 octobre 2006.

<sup>215</sup> IRIN, *HIV-positive couple murdered*, 9 août 2006.

<sup>216</sup> IRIN, *Locals report being forced into insurgency*, 23 novembre 2005 ; *Baquba : An insurgent stronghold flourishing in Iraq*, IHT, 16 avril 2007 ; IRIN, *Muhanned Sulaiman, Iraq « My tongue was cut off to stop me talking »*, 23 mai 2007.

<sup>217</sup> Jonathan Powers, *Iraq's youth in a time of war*, SAIS Review vol. XXVI, no. 2 (Summer-Fall 2006), p. 17-28 ; IRIN, *Poverty drives children to work for armed groups*, 10 mai 2007.

<sup>218</sup> IRIN, *Thousands missing since war began*, 18 avril 2007.

<sup>219</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Basra Security Breakdown*, 7 juin 2006 ; *Voices of Iraq, Security developments in Iraq*, 14 mai 2007 ; *Iraq Update, Former Baathist killed in Amara*, 15 mai 2007.

<sup>220</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

intégrés au nord de l'Irak. Les réfugiés syriens, en revanche, sont exposés aux agressions des Irakiens et ne reçoivent que très peu de soutien des organisations locales d'entraide.<sup>221</sup> Les réfugiés palestiniens, quant à eux, sont fréquemment attaqués par des milices chiites. Ayant bénéficié de l'appui de Saddam Hussein, ils sont en effet considérés comme des partisans de l'ancien régime. Pourtant eux-mêmes en grande majorité Sunnites, ils se voient maintenant également menacés par des combattants sunnites. Entre avril 2004 et janvier 2007, 186 Palestiniens au moins ont été assassinés, notamment par les forces irakiennes de sécurité. Selon une nouvelle loi, les Palestiniens ne peuvent pas obtenir la nationalité irakienne, même s'ils vivent depuis des dizaines d'années dans le pays, ou avaient fui le Koweït, en 1991.<sup>222</sup>

**Les réfugiés irakiens.** La situation socioéconomique et la situation de sécurité s'est fortement dégradée pour les réfugiés irakiens dans les pays voisins.<sup>223</sup> Dans ce climat délétère, la violence domestique contre les réfugiées irakiennes a en outre beaucoup augmenté.<sup>224</sup> Les pays voisins, parmi eux, l'Égypte, la Jordanie et la Syrie, sont accusés d'empêcher l'entrée des Irakiens dans leurs pays en fermant leurs frontières ou en exigeant un visa.<sup>225</sup> Pour s'installer dans l'un de ces pays, les Irakiens doivent avoir moins de vingt ou plus de quarante ans, disposer de moyens financiers suffisants et posséder un nouveau passeport qu'ils ne peuvent obtenir qu'à Bagdad.<sup>226</sup> Enfin, avant 2006, les Irakiens payaient environ 5'000 dollars par personne pour fuir en Europe, aujourd'hui, entre 15'000 et 25'000 dollars.<sup>227</sup>

Depuis mars 2003, **des civils étrangers et des collaborateurs des organisations d'entraide** ont été fréquemment agressés, ou encore enlevés et assassinés.<sup>228</sup>

---

<sup>221</sup> IRIN, *Violence against Syrian refugees increasing*, 14 janvier 2007.

<sup>222</sup> IRIN, *Palestinian refugees complain of persecution and seek to leave*, 20 octobre 2005 ; IRIN, *Palestinian refugees targeted by militants receive no help*, 13 septembre 2006 ; IRIN, *Palestinian refugees fear for their lives after recent attack*, 17 décembre 2006 ; Inga Rogg, *Uno zählt 2006 über 34'000 zivile Tote im Irak / Pour 2006, l'ONU compte 34'000 civils tués en Irak*, NZZ, 17 janvier 2007 ; IRIN, *UN concerned for persecuted Palestinians*, 25 janvier 2007 ; IRIN, *Palestinians say gov't cannot protect them*, 12 février 2007 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007 ; IRIN, *Fu'ad Ahmed, Iraq, « I have no job, no food, no home and no respect »*, 14 mars 2007 ; IRIN, *Police raids spread panic among Palestinians*, 18 mars 2007 ; IRIN, *Iraq : Palestinian refugees hold border protest*, 15 avril 2007 ; IRIN, *Militants force Palestinians to leave Anbar*, 24 avril 2007 ; IRIN, *UNHCR warns of tragedies facing Palestinian refugees*, 29 avril 2007.

<sup>223</sup> IRIN, *Another million people could flee homes this year*, 6 mars 2007.

<sup>224</sup> IRIN, *Boost in fortunes for UNHCR operation near Damascus*, 15 mai 2007.

<sup>225</sup> IRIN, *IRAQ-JORDAN : Counting Iraqis to allay fears*, 18 février 2007 ; IRIN, *IRAQ-JORDAN : New rules a 'death sentence' for Iraqis*, 1er mars 2007 ; IRIN, *Authorities consider imposing visas on Iraqis*, 15 mars 2007 ; IRIN, *IRAQ-SYRIA : Call for aid as Iraqi refugees' misery compounds*, 25 mars 2007 ; IRIN, *UN conference on refugees raises hopes*, 17 avril 2007.

<sup>226</sup> IRIN, *IRAQ-JORDAN : New rules a 'death sentence' for Iraqis*, 1er mars 2007 ; RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 10, No 12, 30 mars 2007.

<sup>227</sup> IRIN, *High price of asylum*, 11 janvier 2007.

<sup>228</sup> IRIN, *Mixed motivations behind kidnappings*, 29 janvier 2006.

## 5.1 Le Kurdistan irakien

En comparaison avec le centre et le sud de l'Irak, la situation des droits humains au Kurdistan irakien est nettement meilleure. Malgré tout, de sérieux problèmes subsistent dans la région.

**Les femmes** sont toujours aussi souvent victimes de crimes d'honneur, de violence domestique, de mariages forcés et de mutilations génitales. Le Parlement a certes modernisé les lois sur la polygamie et les crimes de sang, mais dans la réalité, elles ne sont pas efficaces et n'offrent aucune protection. Les mutilations génitales féminines ne sont pas encore légalement interdites et dans certaines régions, presque septante-cinq pourcent des femmes les subissent.<sup>229</sup> Pour 2006 seulement, 1'600 femmes se sont immolées au Kurdistan irakien et plus de 500 d'entre elles se sont suicidées pour échapper à la violence domestique et à la cruauté des normes sociales.<sup>230</sup> Des centres d'accueil privés existent, mais ils ne sont pas en mesure de couvrir tous les besoins.<sup>231</sup> Enfin, les lapidations n'ont toujours pas cessé.<sup>232</sup>

**Les journalistes** sont même arrêtés pendant la nuit, frappés et torturés. Ils sont également bombardés de procédures et condamnés à des peines excessivement élevées.<sup>233</sup>

**Les personnes ayant reçu des menaces des deux grands partis kurdes ou des forces de sécurité, parmi elles les journalistes.** En juillet et septembre 2006, des collaborateurs du journal indépendant *Hawlati* ont reçu des menaces de mort de politiciens haut placés et de certains membres des forces de sécurité.<sup>234</sup>

**Les membres de l'opposition.** Les attentats qui ont eu lieu dans sept provinces kurdes contre la *Kurdistan Islamic Union* – laquelle avait quitté la coalition kurde avant les élections – sont attribués au KDP.<sup>235</sup> En décembre 2006, le KDP et l'UPK ont été accusés d'avoir arrêté et torturé de manière arbitraire des membres du *Kurdistan Islamic Group*.<sup>236</sup> Les services de sécurité kurdes interviennent avec brutalité lors de manifestations. Les services secrets du KDP agissent de manière tout aussi arbitraire. Ils ont notamment arrêté, en décembre 2005, le militant kurde Kamal Said Kadir pour « diffamation des institutions publiques ». Condamné à trente ans de prison par un tribunal de la région du KDP, il a finalement été libéré en avril 2006. On sait que de nombreuses personnes ont été détenues dans les prisons kurdes pour des raisons politiques, sectaires ou ethniques.<sup>237</sup> Les autorités kurdes ont également retenu pendant quatre ans et sans chef d'accusation, quarante membres du mouvement kurde, l'*Islamic Association Party*. Certains d'entre eux ont été torturés.<sup>238</sup>

<sup>229</sup> WADI, *Mutilation génitales féminines dans le nord de l'Irak*.

Source : [www.wadinet.de/projekte/frauen/fgm/studie.htm](http://www.wadinet.de/projekte/frauen/fgm/studie.htm).

<sup>230</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Marriage Misery Driving Women to Despair*, 29 septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Self-Immolation Seen as Only Escape*, 30 septembre 2005.

<sup>231</sup> IRIN, *Kurdish women struggle to advance*, 9 mars 2007.

<sup>232</sup> IRIN, *Yazidi minority demands protection after killings*, 23 avril 2007.

<sup>233</sup> RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 9, No 13*, 31 mars 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 9 mai 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Kurdish Press Freedom Abuses*, 1er septembre 2006.

<sup>234</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 27 septembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 26 juillet 2006.

<sup>235</sup> RFE / RL, *Iraq Report, Vol. 9, No 19*, 12 mai 2006.

<sup>236</sup> RFE / RL, *Iraq Report, Vol 9, No 45*, 29 décembre 2006.

<sup>237</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>238</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 14 juin 2006.

**Les membres des minorités ethniques et religieuses.** Les autorités kurdes discriminent de manière généralisée les Turkmènes, les Chrétiens et les Shabaks (refus de prestations du service public, arrestations arbitraires, incarcérations dans des lieux tenus secrets, pression dans les écoles pour que l'enseignement ne soit dispensé qu'en langue kurde, etc.).<sup>239</sup> Elles ont entre autres spolié certains Yézides et Chrétiens de leurs terres pour y construire des villages.<sup>240</sup> Les Arabes qui travaillent à bas salaire dans les provinces kurdes sont soupçonnés d'emblée quand des bombes explosent ou des attentats ont lieu.<sup>241</sup> Les membres des minorités religieuses risquent les agressions les discriminations et les meurtres ciblés si – comme en février 2007, à Shekhan où des Kurdes musulmans s'en sont brutalement pris à des Yézides – une explosion de violence surgit tout à coup quelque part. Le gouvernement régional kurde intervient contre les coupables d'exactions à l'égard des minorités religieuses et les traduit en justice. Mais bien que le ministre des Finances du gouvernement régional, Sargis Aghajan, soit Chrétien assyrien, cela n'a pas empêché les autorités kurdes locales de prendre des mesures discriminatoires contre les Yézides. Néanmoins, les nouvelles communautés chrétiennes, comme la *Kurdish Christian Church*, qui a des paroisses à Erbil, Souleymanieh et Dohouk, comptent de plus en plus de nouveaux fidèles, surtout parmi les jeunes. Dans la société et au sein de leurs familles, les Musulmans qui se sont convertis au christianisme vivent les discriminations et l'exclusion.<sup>242</sup> Très récemment, à Souleymanieh, de jeunes Musulmans ont été menacés de mort s'ils maintenaient leur souhait de se convertir au christianisme ou au zoroastrisme.<sup>243</sup>

**Les personnes impliquées dans des conflits non résolus au sein des clans, des tribus ou des familles** risquent aujourd'hui encore les menaces, les brutalités, les arrestations arbitraires, la torture ou encore la mort.

Dans certaines situations, d'**anciens membres kurdes du parti Baas ou des « collaborateurs » kurdes** peuvent être victimes de menaces ou d'actes de représailles.<sup>244</sup>

Sans inculpation ni procédure, **des membres des organisations islamistes radicales** sont incarcérés et torturés.<sup>245</sup>

**Les déplacés internes.** Depuis début 2007, leur nombre a aussi augmenté à Erbil. Actuellement, les déplacés internes ne reçoivent plus aucune aide dans leur quête d'un logement ou d'un emploi.<sup>246</sup> Ils bénéficient toutefois des soins médicaux de base et les enfants peuvent aller gratuitement à l'école. Bien que les familles arabes puissent entrer au Kurdistan irakien, certaines d'entre elles ont été inquiétées puis refoulées aux postes de contrôle kurdes. Les Arabes arrivant seuls n'ont pas le droit d'entrer dans les provinces kurdes. Même certains Kurdes, déplacés internes, ne

<sup>239</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>240</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>241</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Arab Labourers Flock to Kurdistan*, 13 avril 2006 ; *Voice of Iraq, Kurdistan's interior ministry urges citizens to cooperate with security forces*, 15 mai 2007.

<sup>242</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Kurdish Christians Complain of Discrimination*, 28 juin 2005.

<sup>243</sup> IRIN, *Sunni extremists threaten to kill Christian converts in north*, 21 mai 2007.

<sup>244</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 26 septembre 2006. IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 03 octobre 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 22 novembre 2006.

<sup>245</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>246</sup> IRIN, *Number of displaced increases in Arbil*, 26 février 2007.

sont pas autorisés à s'installer au Kurdistan irakien pour que le « nombre potentiel d'électeurs kurdes » ne diminue pas avant le référendum sur Kirkouk.<sup>247</sup>

**Les travailleurs étrangers à bas salaire**, originaires notamment des Philippines, du Sri Lanka, d'Inde, du Pakistan ou d'Ethiopie, sont emmenés à leur insu en Irak et au Kurdistan irakien par des trafiquants d'êtres humains, où ils sont traités comme des esclaves.<sup>248</sup>

## 6 Situation socioéconomique

Parmi les groupes de populations les plus précarisés, on compte aujourd'hui en Irak :

- Les personnes âgées sans famille,<sup>249</sup> les malades et les handicapés.
- Les femmes, en particulier les veuves et les célibataires,<sup>250</sup> ainsi que les enfants et les mineurs non accompagnés.<sup>251</sup>
- Les familles, notamment les familles nombreuses ou les familles séparées.
- Les déplacés internes.
- Les apatrides d'Irak.
- Les survivants d'actes de violence et de torture.<sup>252</sup>
- Les personnes dépendantes des structures de distribution liées à leur loyauté ou non aux partis locaux, lesquels assurent leur prédominance par un système de distribution des revenus et des biens basé sur le clientélisme.

**L'économie irakienne** se caractérise par des problèmes structurels datant de l'ancien régime : dans les années 1970, le pays a souffert d'une économie dictatoriale, dans les années 1980, d'une économie de guerre et dans les années 1990, d'une économie plombée par l'embargo de l'ONU. La croissance, qu'elle soit immédiate ou à long terme, dépend donc principalement du secteur pétrolier.

**La vie économique** dans le centre et le sud de l'Irak peine à se développer en raison de la violence permanente, de la destruction des infrastructures, de la corruption, de la faiblesse de l'Etat de droit, ainsi que de la fuite à l'étranger des spécialistes de toutes professions. Faute de sécurité, les projets de construction ne peuvent pas être réalisés. De grosses sommes d'argent destinées à la construction ou au soutien de la population se volatilisent et le personnel qualifié manque toujours plus. Pourtant, selon les régions, le taux de chômage est de trente à soixante pourcent et la pauvreté gagne maintenant aussi les classes moyennes. D'après les informations du gouvernement, près de vingt pourcent de la population sont touchés par la préca-

<sup>247</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 10, No 13, 17 avril 2007.

<sup>248</sup> Caroline Brothers, *Migrants to Iraq seek a way home*, IHT, 12 et 13 mai 2007.

<sup>249</sup> IRIN, *Elderly most vulnerable to insecurity*, 12 mars 2007.

<sup>250</sup> IRIN, *Insecurity and poverty put pregnant women in danger*, 26 décembre 2006.

<sup>251</sup> IRIN, *Malnutrition among under-fives*, 5 mars 2007 ; IRIN, *Children lured into drugs and prostitution*, 12 février 2007.

<sup>252</sup> UNHCR, *Resettlement of refugees from Iraq*, 9 janvier 2007.

rité.<sup>253</sup> Par rapport aux salaires qui restent bas (en moyenne 150 dollars par mois), le coût de la vie est en constante augmentation.<sup>254</sup> Nombre d'organisations d'entraide ont en outre diminué leurs contributions.<sup>255</sup>

Pour des questions de sécurité, le gouvernement ne peut pas complètement garantir **certains services publics de base**, comme l'approvisionnement alimentaire, l'eau potable, la gestion des eaux usées, les soins de santé et l'éducation. Toutes ces prestations sont en outre distribuées sur une base sectaire.<sup>256</sup> La population ne peut toujours pas se procurer les produits alimentaires autrement que sur cartes de rationnement.<sup>257</sup> Près de soixante pourcent de la population reçoivent une aide alimentaire. Vingt-cinq pourcent en dépendent quasiment entièrement.<sup>258</sup> La mauvaise qualité de l'eau dans de nombreux endroits est un réel problème, en particulier pour les enfants,<sup>259</sup> dont la sous-alimentation est en hausse.<sup>260</sup> Les établissements scolaires sont fréquemment la cible d'attentats. L'insécurité et la fuite des professeurs à l'étranger ont fortement influencé la qualité de l'enseignement. Toujours faute de sécurité, les élèves et étudiants ne vont pas à l'école ou ne poursuivent pas leur formation.<sup>261</sup>

Les neuf provinces du sud de l'Irak sont également touchées par des problèmes structurels. Elles souffrent par conséquent de pauvreté et de sous-développement. Le retour d'Iran de plus de 270'000 réfugiés irakiens, depuis 2003, ainsi que l'augmentation du nombre des déplacés internes, depuis février 2006, représentent une lourde charge pour les infrastructures publiques et le tissu social de la région. Les déplacés internes y manquent de nourriture, de logements, de soins médicaux, d'accès à l'eau et à d'autres services publics.<sup>262</sup>

**Assurance sociale ; le soutien aux victimes de déplacements internes.** Début 2006, une nouvelle assurance sociale a été mise en place. Les familles à faible revenu, les veuves et invalides de guerre, les chômeurs ou les étudiants mariés peuvent bénéficier d'une somme allant de trente-quatre à nonante dollars par mois. Les prestations ne sont toutefois versées qu'irrégulièrement ou pas du tout.<sup>263</sup> Fin 2006, un programme d'aide aux déplacés internes a également été lancé dans le cadre

<sup>253</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 25 janvier 2006 ; IRIN, *Unemployment and violence increase poverty*, 17 octobre 2006.

<sup>254</sup> Damien Cave, *Iraqi battlefield : prices*, IHT, 26 et 27 août 2006.

<sup>255</sup> IRIN, *Fleeing relief workers leave gap in aid delivery*, 2 avril 2007.

<sup>256</sup> The Iraq Study Group Report, 12/06, p. 20f.

Source : <http://i.a.cnn.net/cnn/2006/images/12/06/iraq.report.pdf> ; IRIN, *Thousands without food and supplies due to failing distribution system*, 16 avril 2007 ; IRIN, *Hundreds of displaced children in south unable to get school places*, 7 mai 2007 ; IRIN, *Educational standards plummet, say specialists*, 16 mai 2007.

<sup>257</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 05 avril 2006.

<sup>258</sup> IRIN, *Low-quality food rations pose health risks, officials concede*, 11 juillet 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Food Rations Cut Hurting Poor*, 29 mars 2006.

<sup>259</sup> IRIN, *Children suffer bad water diseases*, 26 mars 2007 ; IRIN, *Water shortage leads people to drink from rivers*, 18 février 2007.

<sup>260</sup> IRIN, *Malnutrition among under-fives*, 5 mars 2007.

<sup>261</sup> IRIN, *Armed conflict depriving youth of education*, 14 septembre 2006 ; IRIN, *School attendance rates drop drastically*, 18 octobre 2006 ; IRIN, *lia'a Haydar, Iraq « I want go to school and learn how to write »*, 11 décembre 2006 ; IRIN, *The exodus of academics has lowered educational standards*, 7 janvier 2007 ; IRIN, *Children's education gravely affected by conflict*, 14 mars 2007.

<sup>262</sup> IRIN, *Population influx is biggest problem in south*, 16 janvier 2007 ; IRIN, *NGOs urge more aid for displaced families in south*, 27 mars 2007 ; Alissa J. Rubbin, *Protests in Basra show deep Shiite split*, IHT, 19 avril 2007.

<sup>263</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, New Welfare System Overwhelmed*, 26 avril 2006.

duquel chaque famille de déplacés a reçu, dans un premier temps, un montant unique de septante-huit dollars. Une famille de six personnes perçoit au maximum nonante-trois dollars par mois, une famille de deux à trois personnes au moins quarante-sept dollars.<sup>264</sup> S'inspirant du modèle libanais, les milices de Mahdi et de Badr se substituent à l'Etat dans leurs zones d'influence et s'occupent des veuves, des orphelins et des familles dans le besoin en leur procurant soins médicaux, emplois et autres prestations sociales.<sup>265</sup>

**Soins médicaux.** Les dépenses de guerre des années 1980 à 1990 et l'embargo imposé à l'Irak ont aussi eu pour conséquence une grave négligence des soins de santé publique. De 1991 à 2003, les sanctions de l'ONU, qui interdisaient également l'importation de tout matériel médical et revues spécialisées, ont altéré pour longtemps la qualité des soins, des établissements médicaux et de la formation du personnel. Le standard des qualifications professionnelles des spécialistes restés dans le pays n'a quasiment plus évolué depuis les années 1960-1970.

Selon la Croix-Rouge irakienne, le CICR et l'OMS, les soins de santé sont dans un état alarmant. L'insécurité permanente fait que de nombreux centres de santé, cliniques et hôpitaux, où des combats ont aussi lieu, ont été fermés ou ne disposent ni des médicaments ni des spécialistes nécessaires. Les populations du centre et du sud de l'Irak n'ont quasiment pas accès aux soins de base. La moitié des 34'000 médecins irakiens enregistrés a quitté le pays.<sup>266</sup> Depuis les années 1990, les investissements importants en matière de santé publique ont été stoppés.<sup>267</sup> La plupart du temps, les traitements spéciaux manquent, de même que les médicaments,<sup>268</sup> que l'on trouve parfois non certifiés au marché noir.<sup>269</sup> Un nombre limité d'enfants et d'adultes peut toutefois être envoyé à l'étranger pour bénéficier de soins particuliers,<sup>270</sup> mais les listes d'attentes sont extrêmement longues.<sup>271</sup> Le virus du sida est encore peu répandu, mais il se propage rapidement.<sup>272</sup> A Bagdad, le traitement est gratuit, mais dans d'autres régions, l'AZT manque.<sup>273</sup> Dix-sept centres de traitement des maladies psychiques et psychiatriques existent à Bagdad et dans les provinces.<sup>274</sup> Les soins restent néanmoins insuffisants et les méthodes de traitement anté-

<sup>264</sup> IRIN, *Insurgency paralyzes life in Diyala*, 22 mars 2007.

<sup>265</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 27, 28 juillet 2006.

<sup>266</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Violence Drives Doctors From Iraq*, 29 mars 2006 ; ICRC, *Iraq : Civilians without protection*, 11 avril 2007. Source : [www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/iraq-report-110407/\\$File/Iraq-report-icrc.pdf](http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/iraq-report-110407/$File/Iraq-report-icrc.pdf) ; Elisabeth Rosenthal, *Health crisis for Iraqis is dire, UN report says*, IHT, 18 avril 2007 ; WHO, *Health Action in Crisis : Situation Report*. Source : [www.who.int/hac/crises/irq/sitreps/en/index.html](http://www.who.int/hac/crises/irq/sitreps/en/index.html) ; WHO Iraq : [www.emro.who.int/iraq](http://www.emro.who.int/iraq) ; RFE / RL, *Iraq Report*, Vol 9, No 38, 27 octobre 2006.

<sup>267</sup> IRIN, *Malnutrition among under-fives*, 5 mars 2007 ; IRIN, *Armed groups occupy hospitals and kidnap doctors*, 13 février 2007 ; IRIN, *Baghdad hospitals in crisis as they lack security and drugs, say specialists*, 28 janvier 2007 ; IRIN, *Country's healthcare system rapidly deteriorating*, 7 novembre 2006 ; IRIN, *Children's hospital struggling in wake of bombing*, 29 janvier 2006.

<sup>268</sup> IRIN, *Lack of medicines put asthmatic children at risk*, 1er février 2007 ; IRIN, *Um Mustafa Bakr, Iraq « I can't find medicines for my son's convulsions »*, 28 mars 2007 ; IRIN, *Bureaucracy, security situation to blame for poor distribution of medical supplies*, 22 mai 2007.

<sup>269</sup> IRIN, *Health ministry cracks down on black-market medicines*, 22 novembre 2005.

<sup>270</sup> IRIN, *IRAQ-UNITED ARAB EMIRATES : Broken dreams for Iraqi children* 13 février 2007.

<sup>271</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 10 mai 2006 ; IRIN, *Centres for burn victims to be established*, 26 septembre 2005.

<sup>272</sup> IRIN, *Rise in numbers living with HIV/AIDS, says health ministry*, 19 janvier 2006 ; IRIN, *Um Khalid, Iraq « Men here believe they are immune to the disease »*, 30 novembre 2006.

<sup>273</sup> IRIN, *Aids patients demand better treatment, stipends*, 11 mai 2006 ; IRIN, *Shortage of anti-retroviral drugs in Kurdistan*, 12 décembre 2006.

<sup>274</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

diluviennes (par exemple des électrochocs dans les cas de dépression). Les malades sont en outre stigmatisés.<sup>275</sup> Faute de traitements adéquats, ils s'adressent aussi à des guérisseurs traditionnels.<sup>276</sup>

## 6.1 Le Kurdistan irakien

**Essor économique et service public.** Une nouvelle loi favorisant largement les investissements, accompagnée en outre de multiples exonérations d'impôts, vise à encourager leur pérennité et celle des projets de construction en cours. Et de fait, on voit de nombreux bâtiments neufs, des rues refaites, de nouveaux parcs et places de jeu. Bien que depuis 2003, après les années de guerre civile (1994-1998) et le double embargo (1990-2003)<sup>277</sup>, les provinces kurdes vivent aujourd'hui une croissance économique, la qualité et la quantité des infrastructures et des prestations de base du service public (électricité, eau, transports, santé) restent insuffisantes et inégalement réparties.<sup>278</sup> Les sondages montrent qu'avec l'augmentation du nombre de réfugiés internes, la population craint de devoir se battre davantage pour trouver des emplois, des logements, et bénéficier d'aides publiques.<sup>279</sup> Mais les déplacés internes manquent malgré tout de logements, de nourriture, de moyens de transport et d'aides financières.<sup>280</sup> Economiquement, toute la région reste fragile, comme l'a montré la fermeture prolongée des frontières iraniennes, en février 2007.<sup>281</sup> Et si la Turquie se mettait à exécuter ses menaces de sanctions économiques plusieurs fois annoncées, la croissance des provinces kurdes pourrait très rapidement s'effondrer.

**Construction de logements et prix du locatif en hausse.** Le prix des locatifs a explosé, mais les salaires n'ont pas suivi.<sup>282</sup> On construit partout de nouveaux logements dont personne ne peut payer les loyers.<sup>283</sup> L'augmentation du nombre de réfugiés internes dans la région a par ailleurs encore accéléré cette flambée.<sup>284</sup> A Suleymanieh, les jeunes couples ne trouvent pas de logements, rares et très chers.<sup>285</sup>

<sup>275</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Mental Health Crisis*, 23 août 2005.

<sup>276</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Healing Mullahs in Demand*, 17 novembre 2006.

<sup>277</sup> De 1990 à 2003, sanctions internationales à l'encontre de tout le pays et sanctions du gouvernement central de Bagdad contre les provinces kurdes.

<sup>278</sup> RFE / RL, *Iraq Report, Vol 9, No 32*, 15 septembre 2006 ; IRIN, *Kurdistan, low in violence but lacking services*, 18 janvier 2007.

<sup>279</sup> Présentation du *Kurdistan Institute for Political Inquiries*, à Suleymaniah, 10 avril 2007.

<sup>280</sup> QANDIL, *New IDPs in the Northern Iraqi Kurdistan Region, Interim Report*, 11 janvier 2007.

<sup>281</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Kurds See Political Motive Behind Border Closure*, 13 avril 2007.

<sup>282</sup> Les salaires des fonctionnaires dans les provinces kurdes s'élèvent à moins de 100 dollars, celui des jeunes recrues de la police à 170 dollars, à 200 dollars pour les infirmières, employés de l'université, universitaires ou policiers et à 300 dollars pour les professeurs et les ouvriers du bâtiments. Ces derniers peuvent même gagner jusqu'à 500 dollars. Les étudiants perçoivent des bourses de 20 à 35 dollars par mois. Les familles de victimes de la campagne Anfal reçoivent entre 100 et 120 dollars mensuels, ainsi qu'une parcelle de terrain et des crédits leur permettant de construire une maison. Cf. IWPR, *Iraqi Crisis Report, Anfal Victims See Bleak Future*, 15 novembre 2005 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Anger at University Protest Crackdown*, 15 mars 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Police Hiring Boom in Sulaimaniyah*, 5 avril 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Anfal Widows' Sad Fate*, 13 avril 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report, Housing Crunch Hits Young Couples in Sulaimaniyah*, 12 juin 2006 ; Sasan Mandalawi, *To wed or not to wed*, SOMA, Nr. 21, 1er au 14 avril 2007.

<sup>283</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Dream Homes Turn Off Erbil Residents*, 29 septembre 2006.

<sup>284</sup> IRIN, *Sharp increase in rents hurting people in Dahuk*, 22 juin 2007.

<sup>285</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report, Housing Crunch Hits Young Couples in Sulaimaniyah*, 12 juin 2006.

**Possibilités d'emploi et salaires.** Les excellentes possibilités d'investissement dans la région ont beaucoup fait augmenter la demande de main d'œuvre qualifiée et bon marché.<sup>286</sup> Depuis 2003, des milliers d'Arabes irakiens se sont installés dans les provinces kurdes pour y travailler, même à très bas salaire. Tandis que ceux-ci survivent avec les quinze dollars par jour qui leur sont payés, les travailleurs kurdes gagnent jusqu'à quarante dollars quotidiens pour pouvoir couvrir leurs besoins vitaux, surtout dans les villes kurdes où le coût de la vie est très élevé.<sup>287</sup> L'appartenance à un parti politique peut être décisive pour obtenir un emploi.<sup>288</sup> Dans divers secteurs du marché du travail, celles et ceux qui ne parlent pas la langue kurde sont nettement défavorisés et n'ont même aucune chance de trouver du travail.<sup>289</sup>

**Education.** La scolarité est gratuite. Dans leurs zones d'influence, les grands partis contrôlent l'accès aux hautes écoles et l'attribution des postes académiques.<sup>290</sup> Les enseignants kurdes gagnent des salaires deux fois plus élevés que leurs collègues du sud de l'Irak. Ils perçoivent également des primes à l'occasion de leur mariage, des naissances, ou encore pour les risques qu'ils encourent.<sup>291</sup> Des universités existent à Dohouk, Erbil, Souleymanieh et Koya.<sup>292</sup> En avril 2006, l'*Université du Kurdistan* a été inaugurée à Erbil. Elle enseigne gratuitement en anglais. Enfin, les femmes qui jusqu'ici n'avaient jamais pu aller à l'école, y ont aujourd'hui accès et sont très encouragées à suivre des études.<sup>293</sup>

Au niveau primaire et secondaire, **les soins médicaux** sont gratuits et dispensés chaque matin dans les hôpitaux publics. Tous les traitements, simples ou plus complexes, sont payants. Ils ont lieu l'après-midi, dans les cabinets privés des médecins du secteur public. Les traitements au niveau tertiaire sont quasiment impossibles à obtenir. Pour certains groupes de malades, comme les familles des martyrs, l'offre de soins est plus étoffée.<sup>294</sup> Depuis 2003, 150 médecins, venus de toutes les régions d'Irak, se sont installés dans la province de Souleymanieh, où les autorités leur ont procuré des logements et des aides diverses lorsqu'ils ont ouvert leurs propres cliniques.<sup>295</sup>

**Tensions sociales et potentiel de migration.** Les tensions sociales ont beaucoup augmenté. En juin et août 2006, les rationnements d'eau, d'électricité et de carburant, ainsi que la corruption généralisée du gouvernement, ont provoqué des troubles sociaux dans la province de Souleymanieh, en particulier dans les villes de

---

<sup>286</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 1er novembre 2006.

<sup>287</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report*, *Arab Labourers Flock to Kurdistan*, 13 avril 2006.

<sup>288</sup> U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>289</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report*, *Arabic-Kurdish Language Divide*, 19 juillet 2006.

<sup>290</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report*, *Students Abuse University Admissions Scheme*, 9 décembre 2006 ; U.S. Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices – 2006*, 6 mars 2007.

<sup>291</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 18 octobre 2006.

<sup>292</sup> University of Dohouk : [www.Dohoukuni.net](http://www.Dohoukuni.net), University of Kurdistan : [www.ukh.ac](http://www.ukh.ac), University of Sulaimani : [www.univsul.com](http://www.univsul.com), Koya University : <http://koyauniversity.org>.

<sup>293</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report*, 26 février 2007.

<sup>294</sup> *Lawen Sagerma*, *Ministry compensates martyr's families*, SOMA, no. 20, 1er au 14 mars 2007.

<sup>295</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 8 novembre 2006 ; IWPR, *Iraqi Crisis Report*, *Iraqi Kurdistan Offers Safe Haven for Fleeing Arabs*, 13 octobre 2006.

Souleymanieh, Sayid Sadiq, Kalar, Kifri, Chamchamal, Shorish et Darbandikhan.<sup>296</sup> Le népotisme et la corruption mettent les jeunes et surtout les femmes à l'écart de la croissance économique. Malgré une relative amélioration de la situation, les jeunes continuent à vouloir quitter le Kurdistan irakien. Et tandis que les autorités turques renvoient des centaines d'immigrants kurdes clandestins, les douaniers kurdes arrêtent de leur côté tous les jeunes âgés de vingt à trente ans qui veulent illégalement sortir du pays. Nombreux sont ceux qui paient à des passeurs des sommes allant de 4'000 à 7'000 dollars pour pouvoir partir en Europe.<sup>297</sup>

## 7 Documents d'identité

En principe, les autorités irakiennes délivrent des documents officiels mais, dans certains cas, peuvent aussi refuser de les établir pour des raisons politiques ou autres. Il s'agit des actes de naissance (à retirer dans les communes ou au *Department of Civil Status*), des certificats de mariages célébrés après 1978, des attestations militaires, des certificats de décès et autres preuves d'identité. En revanche, on ne peut pas se procurer d'attestations de police et des certificats d'emprisonnement.<sup>298</sup>

Les citoyens irakiens peuvent aujourd'hui obtenir une carte d'identité (*identity card*) ou un passeport. Les passeports irakiens établis après 2003 étaient trop simples à falsifier (série S et série M-N), ils ne sont donc plus valables. La nouvelle série (G-/H) comprend plusieurs signes distinctifs qui rend difficile leur contrefaçon (scanner de la pupille avec copie au ministère de l'Intérieur irakien, empreintes digitales, codes et estampilles particuliers).<sup>299</sup> Un nouveau passeport coûte actuellement entre 500 et 700 dollars. En raison du nombre très élevé des demandes, les citoyens paient aussi jusqu'à 2'000 dollars à des collaborateurs corrompus du ministère de l'Intérieur, à majorité chiite, pour accélérer la procédure (900 passeports sont établis quotidiennement alors qu'il en faudrait 5'000).<sup>300</sup> De son côté, le gouvernement régional kurde n'est pas en mesure d'établir les nouveaux passeports irakiens<sup>301</sup>

## 8 Retours

**Pratique des autorités suisses.** Fin avril 2007, 3'737 Irakiens se trouvaient en procédure d'asile en Suisse, dont 2'686 au bénéfice d'une admission provisoire. Par ailleurs, « *l'Office fédéral des migrations a décidé de modifier, à partir du 1er mai 2007, la pratique appliquée aux renvois des requérants d'asile irakiens venant des*

<sup>296</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 8 juin 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 8 août 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 10 août 2006 ; RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 29, 11 août 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 14 août 2006.

<sup>297</sup> RFE / RL, *Iraq Report*, Vol. 9, No 29, 11 août 2006 ; IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 9 novembre 2006.

<sup>298</sup> U.S. Department of State, *Visa Reciprocity and Country Documents Finder : Iraq*, état au 17 avril 2007. Source : <http://travel.state.gov/visa/reciprocity/index.htm>.

<sup>299</sup> IWPR, *Iraqi Crisis Report*, *New passport again*, 7 décembre 2005.

<sup>300</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, *Bribes Paid as Demand for Iraqi Passports Increases*, 17 juillet 2006 ; IRIN, *IRAQ-JORDAN : New rules a 'death sentence' for Iraqis*, 1er mars 2007.

<sup>301</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, *New Iraqi Passport Has Kurdish Script*, 24 mai 2006.

provinces de Dohouk, d'Erbil et de Souleymanieh, situées dans le nord du pays. Suite à cette modification, les intéressés devront quitter la Suisse. Les personnes optant pour un retour volontaire en Irak peuvent toutefois bénéficier d'un programme d'aide au retour (...) L'ODM procédera en outre à une vérification des admissions provisoires entrées en force, qui avaient été accordées aux ressortissants desdites provinces, et engagera une procédure d'annulation, pour autant que, dans le cas d'espèce, le retour soit raisonnablement exigible. »<sup>302</sup> La Suisse officielle et les œuvres d'entraide suisses ne sont pas directement représentées ou actives au Kurdistan irakien.

**Les problèmes rencontrés par les personnes de retour.** Parmi les Kurdes rentrés volontairement depuis 2003, ceux qui regrettent leur décision ne sont pas rares. Confrontés à la corruption et à la pauvreté, ils ne souhaitent qu'une seule chose, revenir en Europe.<sup>303</sup> Les jeunes femmes ont d'énormes difficultés à accepter les règles de comportement, les codes vestimentaires, les maigres possibilités de formation ou les rares loisirs. Beaucoup de familles sont d'ailleurs rentrées au Kurdistan pour marier leurs filles ou pour les soustraire à l'influence de la société occidentale.<sup>304</sup> Certains réfugiés de retour à Souleymanieh et Erbil ont été pris d'un accès de folie et ont dû être hospitalisés dans des cliniques psychiatriques.<sup>305</sup>

**Les retours volontaires.** L'Office fédéral des migrations propose depuis juillet 2003, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), un programme d'aide au retour (organisation du voyage en Irak et une aide financière de 2000 dollars par personne). Ainsi, parmi les quelque 550 personnes inscrites à fin avril 2007, 470 ont quitté le territoire suisse.<sup>306</sup> Les experts suisses en matière d'asile soulignent que parmi les réfugiés de retour, on compte des personnes possédant un passeport suisse et surtout, d'excellentes relations sur place (aspect très important pour un nouvel emploi, un logement et de réelles perspectives d'avenir pour les familles, etc.).<sup>307</sup>

**Les renvois forcés.** Le gouvernement régional kurde se déclare actuellement opposé à tout renvoi forcé des personnes réfugiées en Europe.<sup>308</sup>

Selon le HCR, **les retours dans les régions d'où certaines populations avaient été chassées** sont problématiques. En effet, la « réorganisation imposée de l'Irak » et les expulsions de Sunnites et de Chiites ont atteint aujourd'hui un niveau démesuré de ségrégation à l'encontre de divers groupes de population.<sup>309</sup>

<sup>302</sup> Office fédéral des migrations, ODM, Irak : modification de la pratique des renvois, 3 mai 2007. Source : [www.news.admin.ch/message/index.html?lang=de&msg-id=12399&print\\_style=yes](http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=de&msg-id=12399&print_style=yes).

<sup>303</sup> IWPR, Iraqi Crisis Report, *Young Kurds Escape Economic Gloom*, 24 novembre 2006.

<sup>304</sup> IWPR, Iraqi Crisis Report, *Culture Clash for Returning Kurdish Women*, 29 novembre 2005.

<sup>305</sup> Table ronde de la Fondation suisse pour la paix en Irak avec des spécialistes de l'ODM, de l'IOM, de la DDC, du DFAE, du Tribunal administratif fédéral, de Caritas, de l'EPER, du CICR, de TDH, de l'OSAR et du WADI, Berne, 10 mai 2007.

<sup>306</sup> Office fédéral des migrations, ODM, Irak : modification de la pratique des renvois, 3 mai 2007. Source : [www.news.admin.ch/message/index.html?lang=de&msg-id=12399&print\\_style=yes](http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=de&msg-id=12399&print_style=yes).

<sup>307</sup> Table ronde de la Fondation suisse pour la paix en Irak avec des spécialistes de l'ODM, de l'IOM, de la DDC, du DFAE, du Tribunal administratif fédéral, de Caritas, de l'EPER, du CICR, de TDH, de l'OSAR et du WADI.

<sup>308</sup> IWPR, *Iraqi Press Monitor*, 26 juillet 2006.

<sup>309</sup> Roger Cohen, *Iraq exodus revives region's refugee trauma*, IHT, 21 et 22 avril 2007 ; Eric Herring, *Glen Rangwala, Iraq in Fragments. The Occupation and its legacy*, C. Hurst, Londres 2006.